

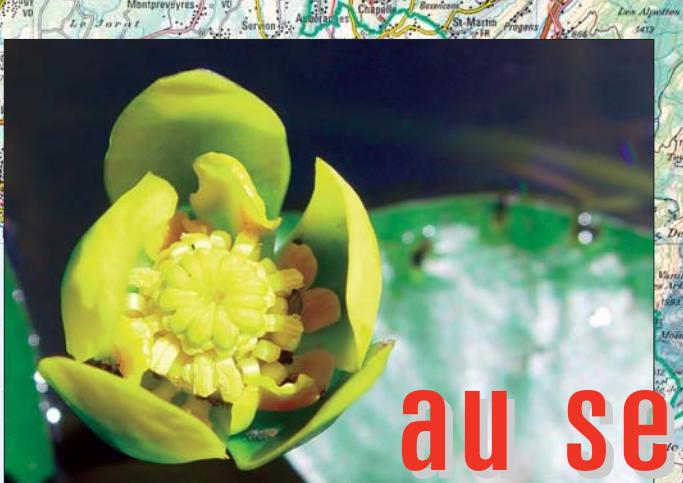
décembre 2004

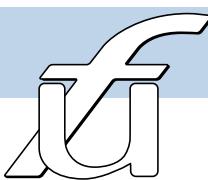
Le magazine de l'Université de Fribourg • Suisse
Das Magazin der Universität Freiburg • Schweiz

UNIVERSITAS FRIBURGENSIS



L'Université
au service du canton





Sommaire - Inhalt

Dossier

- 2 Les 116 communautés religieuses du Grand-Fribourg**
Vielfalt der Religionen in Freiburg
- 5 Palaavere, plöderle und prichte**
Un dictionnaire pas comme les autres
- 8 La Gruyère sous toutes ses formes**
Greyerzer Untergrund - ein umfassender Überblick
- 10 Kann man Steuern steuern?**
Fribourg rêve de paradis fiscal
- 12 Economie, éthique et développement durable**
Menschenrechte und Schokolade
- 14 Grosse Gefahr für Kleine Teichrose**
Survivre en dehors du jardin botanique
- 16 De la complexité de se réintégrer socialement**
Arbeit ist nicht alles, aber fast
- 19 Unterwegs zu einem Sportkonzept**
Tous unis derrière le sport
- 22 Eviter le placement en institution**
Unterstützung für überforderte Eltern
- 24 Dies academicus 2004**
- 27 Personalia**
- 29 Chronique**
- 30 Agenda**
- 31 Projets - Rubriques**

Edito



UNIVERSITAS FRIBURGENSIS

Le magazine de l'Université de Fribourg / Das Magazin der Universität Freiburg
Organe de l'Association des Amis de l'Université / Organ des Hochschulvereins
Freiburg
Nouvelles universitaires vol. 63/2

Rédaction: Presse + Communication, Université, Av. de l'Europe 20, 1700 Fribourg, tél. 026 300 70 34, fax 026 300 97 03, e-mail: press@unifr.ch; **responsable:** Ruedi Helfer; **rédaction permanente:** Tanja Aebli, Christine Carrard; **secrétaire:** Antonia Rodriguez, Denise Torche; **layout:** Jean-Daniel Sauterel. **Couverture:** Reproduziert mit Bewilligung von swisstopo (BA046675). **Abonnement:** annuel/ pro Jahr CHF 15.-
Publicité: Go!Uni-Werbung AG, Rosenheimstrasse 12, CH-9008 St. Gallen, Tel 071 244 10 10, Fax 071 244 14 14, e-mail: info@gouni.ch. **Tirage:** 9'500 exemplaires. **Papier:** R4 Chorus couché brillant, blanchi sans chlore; couverture 200 gm2, intérieur 115 gm2. **Imprimerie:** Saint Canisius, Fribourg.
Prochaine parution: mars 2005.

Les opinions exprimées dans les articles d'Universitas ne reflètent pas forcément celles de la rédaction, mais témoignent de la multitude des directions prises par la recherche à l'Université de Fribourg.
Meinungen, welche in den Artikeln von Universitas zum Ausdruck kommen, widerspiegeln nicht automatisch die Meinungen der Redaktion. Sie bezeugen jedoch die Vielfalt der Forschungsrichtungen an der Universität Freiburg.

Un patchwork de religions à Fribourg

Fribourg est une ville religieuse, mais sa religiosité ne se limite pas aux multiples clochers des églises et monastères dessinant ses toits. Plus discrète, l'activité religieuse se développe également dans un garage faisant office de mosquée, ou dans un hangar de la zone industrielle transformé en lieu de culte pentecôtiste. Une équipe de recherche de l'Université de Fribourg dresse le portrait des 116 communautés religieuses recensées dans un livre intitulé «Religions à Fribourg», à paraître en janvier 2005.

Par Katja Walser, Petra Bleisch et Jeanne Rey

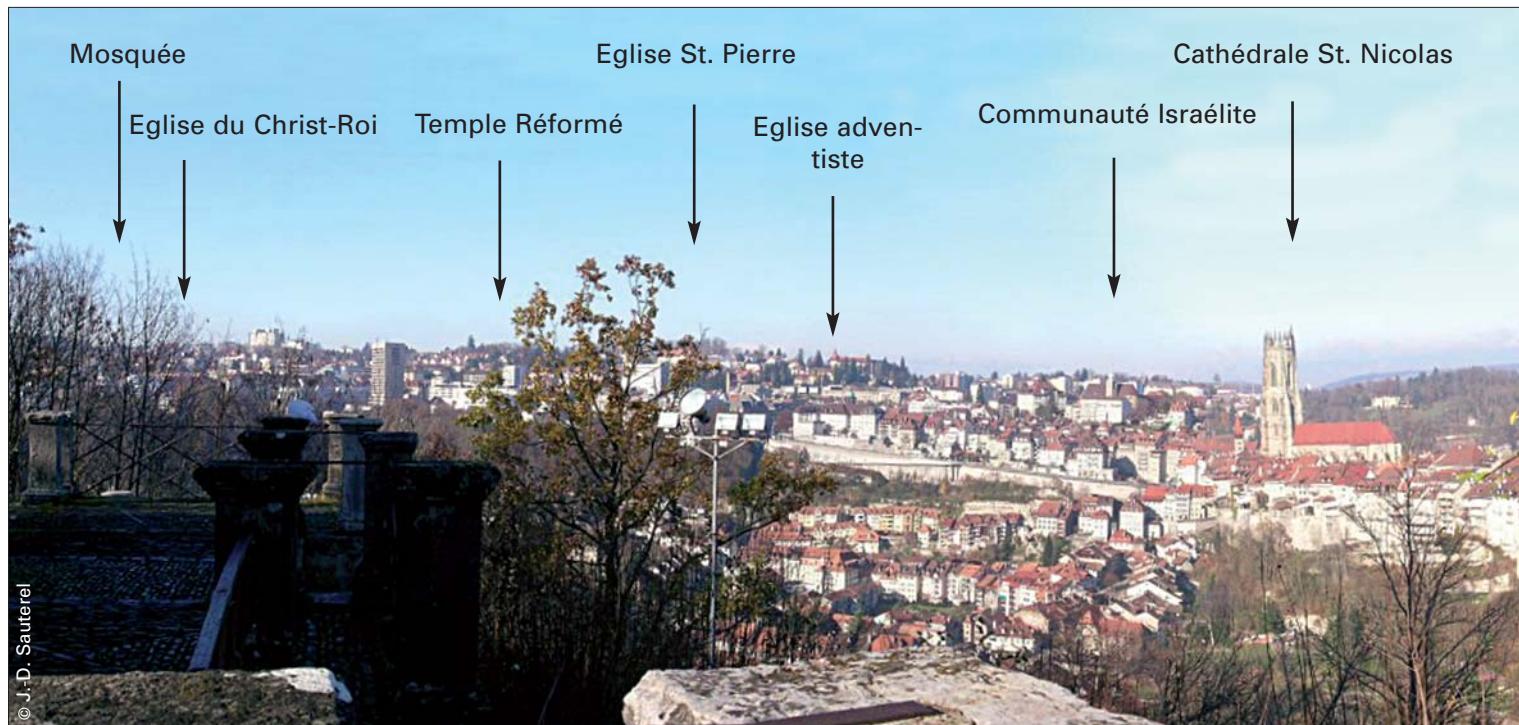
Le statisme des clochers centenaires dominant les toits fribourgeois pourrait nous donner l'illusion d'un paysage religieux sclérosé, incapable de changement. Or, les données récoltées lors de notre enquête nous prouvent le contraire. La religion est en permanente mutation. Nous ne parlons pas ici de dogmes des grandes religions, qui ne changent naturellement pas au gré des vents, mais bien des formes d'expres-

sion de la religiosité et de leur adaptation aux besoins spirituels et sociétaux.

Le déclin du religieux ?

Il est souvent question du recul de la sphère religieuse publique au profit d'une religiosité privée et de la sécularisation progressive de la société. A ce sujet, notre étude permet de tirer des conclusions ambivalentes. D'une part, le nombre de communautés religieuses

n'a cessé de croître à Fribourg depuis le début du XXe siècle, et plus fortement encore à partir des années 50 : trois communautés sur quatre figurant actuellement sur le sol fribourgeois ont été fondées après 1900 et, chaque semaine, plus de 2000 temps de prière se déroulent dans les différentes communautés religieuses locales. D'autre part, les statistiques de l'Office fédéral nous révèlent une progression du nom-



bre de personnes sans appartenance religieuse. On peut donc supposer que, si la religion perd aujourd’hui son universalité, les personnes croyantes sont plus engagées et sont davantage prêtes à s’investir dans un groupe qui correspond à leurs attentes. Car l’accroissement numérique des communautés religieuses fribourgeoises va de pair avec une multiplication de l’offre spirituelle et religieuse. Cette dernière est liée aux efforts missionnaires de plusieurs communautés de type évangélique ou millénariste, à l’arrivée de migrants de religion orthodoxe ou musulmane et à l’intérêt croissant pour d’autres traditions telles que le bouddhisme ou le soufisme.

Multiples croyances et relations interreligieuses

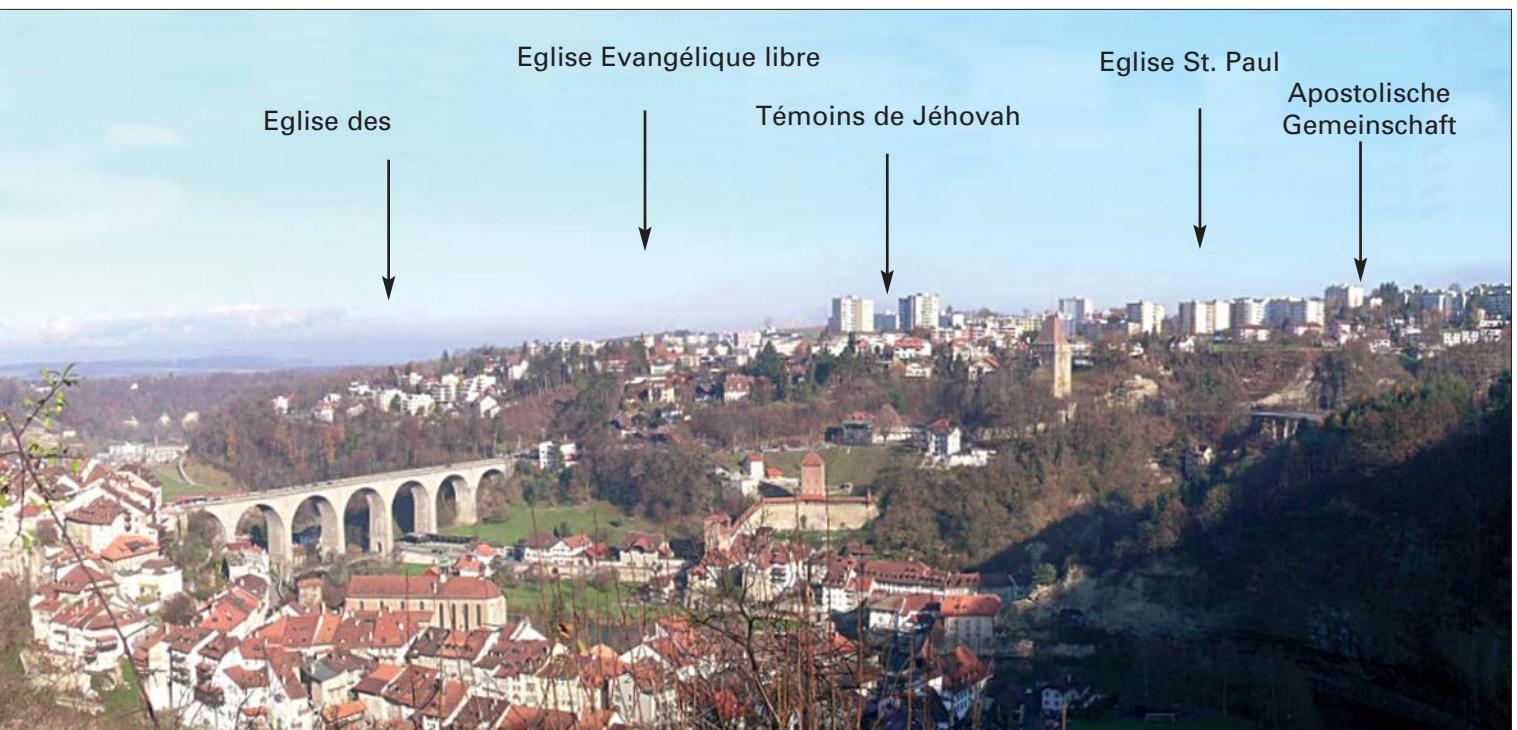
A Fribourg, en dehors de l’hindouisme, toutes les grandes religions sont présentes sous forme de communauté. Outre les grandes différences dogmatiques et religieuses entre ces dernières, on trouve à l’intérieur d’une même confession les tendances spirituelles les plus variées, ainsi qu’en témoigne la foison de congrégations catholiques romaines fribourgeoises. Selon les communautés, l’accent sera mis sur un aspect particulier de la pratique reli-

gieuse ou spirituelle. Il est légitime de se demander quelles interactions existent entre ces nombreuses communautés religieuses. Vivent-elles côté à côté en s’ignorant ou favorisent-elles les échanges et la collaboration? La réponse à cette question apparaît nuancée. Tout d’abord, il importe de constater que la grande majorité des relations qu’entretiennent les communautés se situent dans le cadre de leur propre confession. Ainsi trois communautés musulmanes fribourgeoises sont unies par leur association faîtière, l’Union des Associations des Musulmans de Fribourg (UAMF), et les congrégations catholiques entretiennent des liens à travers le Bureau des religieuses ou la Fédération des Communautés Religieuses Masculines (FECOREMA). En dehors de cette collaboration structurelle, les échanges informels se déroulent aussi majoritairement à l’intérieur d’une même confession: c’est ainsi que nous voyons plusieurs communautés évangéliques ou pentecôtistes s’unir pour organiser une manifestation commune. Néanmoins, certains groupes affichent pour objectif d’établir des ponts entre ces différentes religions: il s’agit des groupes interreligieux ou œcuméniques. Ces derniers visent un enrichissement mutuel par les différen-

tes traditions religieuses, ainsi qu’une meilleure connaissance de celles-ci dans un esprit de tolérance et de respect.

Statuts et modes de financement

A Fribourg, seules trois religions sont reconnues officiellement par l’État et bénéficient du statut de droit public. Il s’agit des communautés catholique, réformée et israélite. Ce statut leur permet d’organiser leurs propres cours de religion dans le cadre de l’école obligatoire et de bénéficier des impôts paroissiaux. Ainsi, les paroisses catholiques, réformée et la communauté juive sont financées par cet impôt, obligatoire pour les membres déclarés de ces religions. Toutes les autres communautés ne bénéficient pas de l’impôt paroissial et doivent subvenir de manière autonome à leurs besoins financiers. La plupart sont dépendantes des dons ou cotisations de leurs membres. Les communautés de vie, dont la grande majorité pratiquent la mise en commun des biens, vivent grâce au salaire de certains membres, de leurs rentes et de dons.





© J.-D. Sautereau

Die Moschee an der rue de Fonderie 13

Diversité des formes d'organisation

En dehors des dogmes, les communautés religieuses se différencient dans leur organisation. Par organisation, nous comprenons le nombre de membres, les lieux de prière, l'intensité des activités religieuses, des relations avec la société, et l'organisation interne du groupe. Ainsi, toutes les paroisses catholiques romaines fribourgeoises comptent plusieurs milliers de membres, bien que ce chiffre, étant basé sur l'appartenance religieuse des personnes domiciliées sur la paroisse, reste purement théorique et ne reflète pas la fréquentation réelle des églises. A l'inverse, les congrégations comptent entre trois et une centaine de membres, mais l'intensité de leurs activités religieuses est largement supérieure à celle d'un paroissien moyen : les Capucines de Montorge célèbrent à elles seules 84 offices par semaine. Cette communauté contemplative cloîtrée se voue en premier lieu à la prière et a en conséquence relativement peu d'interactions avec la société fribourgeoise. En contraste avec cette dernière, l'Ordre Equestre du Saint-Sépulcre de Jérusalem, dont les membres ne se réunissent qu'une fois par mois, fait preuve d'un engagement social important, notamment auprès des chrétiens

vivant en Israël. Le groupe participe également à des manifestations religieuses locales telles que la procession de la Fête-Dieu à Fribourg. Ces deux exemples illustrent la variété des modes d'organisation et d'interaction avec la société qui peuvent exister parmi les communautés religieuses recensées, chacune d'entre elles ayant sa spécificité propre. Leur organisation interne peut être complexe et très structurée, comme les paroisses, ou au contraire informelle et non structurée à l'image du groupe soufi Naqshbandiyya. Quant aux lieux de prière, ils ne se cantonnent pas aux nombreuses églises rythmant le paysage fribourgeois. Parmi les lieux de culte, on trouve également des garages ou des appartements aménagés en mosquée ou en temple bouddhiste.

Vielfalt der Religionen

Wer Freiburg als katholische Stadt bezeichnet, liegt sicher nicht falsch, klammert aber einen beachtlichen Teil des religiösen Lebens dieser Stadt aus. Das zeigt die Arbeit von Katja Walser, Petra Bleisch und Jeanne Rey, die unter der Leitung von Dr. Berno Stoffel entstanden ist und im Januar unter dem Titel «Religions à Fribourg» erscheint.

Im vergangenen Jahrhundert, besonders markant seit 1950, wuchs die Zahl der religiösen Gemeinschaften in der Stadt Freiburg unablässig. Über 2000 Gebets-Zusammenkünfte finden im Lauf einer Woche in den verschiedenen Gemeinschaften der Stadt statt. Gleichzeitig weist die offizielle Statistik eine steigende Zahl von Personen aus, die sich als keiner Religion zugehörig bezeichnen.

Ausser dem Hinduismus sind alle grossen Religionen in Freiburg mit Gemeinschaften vertreten. Während innerhalb der Konfessionen gewisse Verbindungen zwischen den einzelnen Gemeinschaften bestehen, sind die Kontakte über die Konfessionsgrenzen hinweg sehr beschränkt. Einzelne Gruppen haben sich aber zum Ziel gesetzt, Brücken zwischen den Religionen zu bauen.

L'équipe de recherche, qui a réalisé cette étude, est composée de trois étudiantes en science des religions : Katja Walser, Petra Bleisch et Jeanne Rey, avec l'appui de Berno Stoffel.
Infos sous : www.unifr.ch/main/carte_religion

Senslerdeutsches Wörterbuch: Ein Verkaufsschlager

Es ist ein immenses Werk, das das Departement für Germanistik (Linguistik) vor vier Jahren erstmals publiziert und vor wenigen Monaten neu aufgelegt hat: das Senslerdeutsche Wörterbuch. Über 10'000 Einzelwörter wie zahlreiche Anwendungsbeispiele verdeutlichen die Lebendigkeit dieser Deutschfreiburger Mundart.

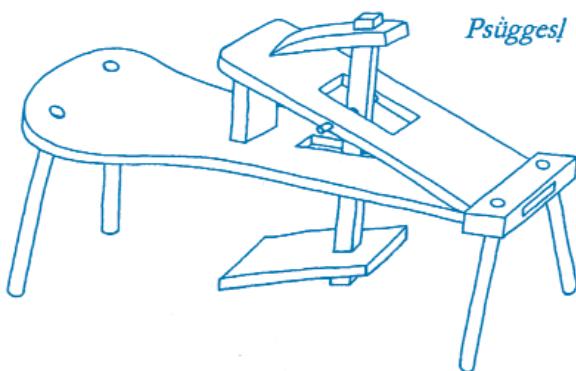
Von Christian Schmutz

«Alle 4014 Exemplare des Senslerdeutschen Wörterbuchs waren nach dreieinhalb Jahren ausverkauft. Es erfüllt uns mit Stolz, dass das Zielpublikum, die Sensler Bevölkerung, unsere Arbeit so gut aufgenommen hat.» Mit diesen Sätzen beginnt

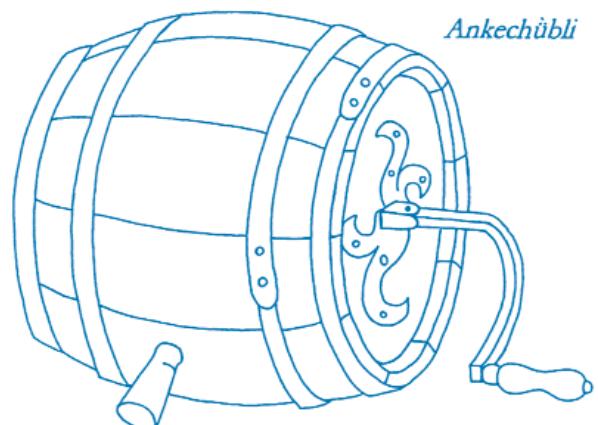
das Vorwort zur zweiten Auflage des Senslerdeutschen Wörterbuchs, die im Juni 2004 herausgekommen ist. Gleichzeitig weisen die Autoren darauf hin, dass das Wörterbuch einer lebendigen Sprache nie ganz abgeschlossen werden kann. Deshalb wur-

den nach dem Erscheinen der Erstauflage im Jahr 2000 immer weiter Wörter und Wendungen gesammelt und in die gewohnte Form der Wörterbuch-Artikel gepfercht. Dadurch liessen sich gleich zwei Fliegen mit einer Klappe schlagen:

Psügḡesl (m, -esle): *Werkbank, auf der man rittlings sitzt und das Werkstück mit einer Fussklappe festklemmt, zB zum Feilen, Schleifen, Hobeln, Schnitzen, Entfernen der Rinde, Nähen* (Gu! Dü! Üb! Ta! He! Ss!; sds 8,158: SE Fr); **Wärchzüüg.** SYN: Es!, Psüggstuel, Züggbock. ↑ Brässl, Hoblbank, Psüggmässer, Zwinga.
[auch Psiggesù (Gu!; sds: Wü Üb), Psüggèsù (Dü! Üb! Ta! He!), Züggèsù (Dü!; sds: Wü Üb Fr ML OL) ♦ Wort und Ding bald ↑ ♦ zu psüge; Es! weil man rittlings darauf sitzt ♦ Küfer, Wagner, Zimmermann, Dachdecker, Sattler, etc. ♦ Id 1,518]



Ankechüбли (n, -eni): **a)** *Drehbutterfass* (Gu! Wü! Ta! We! Pl!; sds 7,38: Gu UL Fr ML Gi Pl); bym Chüeffer het es müesse as Gepsli sy, as Ouchchüibli, Bürschten ün a Strigel (pm 80); SYN: Troolchüibli. **b)** *Stossbutterfass* (sds 7,36: We); SYN: Stopfchüibli, Stopferli, Stöpschüibli. **c)** *Rührbutterfass* (sds 7,38: Dü Wü Ta); **d)** *Gfääs.* SYN: Ankefessli. ↑Ankeglas.
[auch Ouchchüibli (pm), Ankechübü (We!; sds: Wü Fr We), Ankechübeli (sds: He) ♦ Id 3,110]

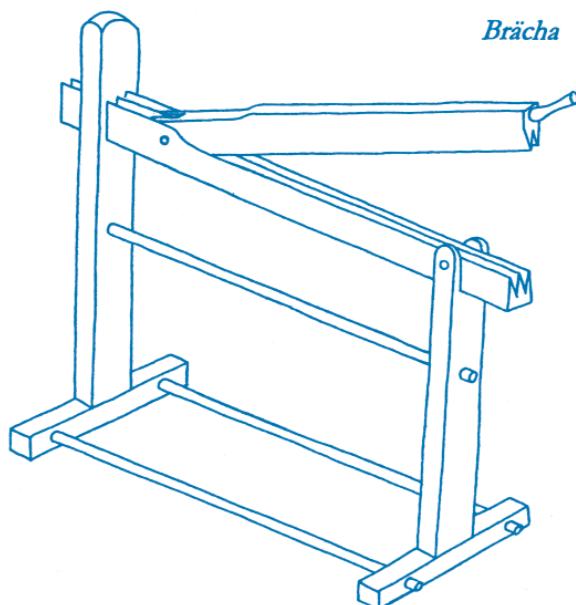


Acht Jahre harte Knochenarbeit

Die Arbeit am Senslerdeutschen Wörterbuch hielt lic. phil. Christian Schmutz während rund acht Jahren am damaligen Seminar für deutsche Sprachwissenschaft auf Trab. Nach zweijähriger Tätigkeit als Unterassistent bei Professor Walter Haas verfasste er die «Pilotstudie für ein Senslerdeutsches Wörterbuch» als Lizentiatsarbeit (1995). Das 730-seitige Buch erschien schliesslich im Frühling 2000 beim Paulusverlag in Freiburg. Finanziell unterstützt wurde das Projekt vom Schweizerischen Nationalfonds, dem Kanton, Gemeinden, Banken, Firmen, Service-Clubs und Einzelpersonen. In seiner Endphase war die Arbeit am Senslerdeutschen Wörterbuch ein Werk sämtlicher Mitglieder des Seminars.

Freiburger und interessierte Auswärtige mussten nur ein halbes Jahr auf die Neuauflage des Senslerdeutschen Wörterbuchs warten. 420 neue Wörterbuchartikel oder Ergänzungen zu bisherigen Artikeln wurden dem neu gedruckten Hauptteil angefügt. Auch ein neues Grammatikkapitel, Korrekturen von inhaltlichen Fehlern und eine aktualisierte Liste mit Übernamen und Schimpfwörtern sollten dem Benutzer des Wörterbuchs zusätzliche Freude bereiten. Viele Ergänzungen wurden dank Rückmeldungen der Sensler Sprecher nachgeragen. Für Leute, die bereits ein Senslerdeutsches Wörterbuch besessen, bot der Paulusverlag die Möglichkeit, die Ergänzung als 32-seitige Broschüre zu kaufen und diese der ersten Auflage beizulegen.

Brächa (f, -e): *feine Hanfbreche* (wh 189); **ù** **det** **isch no an alti Brächa ùn a Hächla** (pm 11); **↑** **Brächerhöl**, **Brächeta**, **Chnüttscher**, **Hächla**.
[auch **Brächi** (pk 1980,10)]



Mehr Senslerdeutsch?

«Ein Mundartwörterbuch hat - im Gegensatz zu einem Wörterbuch der Schriftsprache - viel mehr von einem Lesebuch, in dem man zu seiner Unterhaltung oder Belehrung liest», stand in den Benutzerhinweisen der

«A rrychi Spraach : ds Seislertütsch»

Les Singinois aiment leur dialecte. La preuve, en moins de quatre ans, ils ont acheté plus de 4000 dictionnaires «Senslerdeutsches Wörterbuch» ! Un si grand succès, que les auteurs – le journaliste Christian Schmutz et le professeur de germanistique Walter Haas – ont publié en juin dernier une deuxième édition. Ils y ont ajouté plus de 420 nouveautés : divers substantifs et autres adjektifs, des compléments d'articles ainsi qu'un chapitre de grammaire et une liste de gros mots ! Certains lecteurs ont également participé à cette deuxième version en envoyant leurs propositions.

Le dictionnaire à succès est agrémenté d'illustrations, de schémas, ainsi que d'explications sémantiques et étymologiques.... rien à voir avec un annuaire téléphonique ennuyeux ! Le but de l'ouvrage est de rendre les Singinois conscients de la diversité et de la richesse de leur dialecte, qui a tendance à perdre du terrain face au suisse allemand «plus classique». Cette langue bel et bien vivante est un moyen de communication utilisé par quelque 30'000 personnes dans le canton. Pour l'heure, on ne connaît pas encore l'impact réel du dictionnaire. Quoi qu'il en soit, les personnes disposant déjà de la première édition du «Senslerdeutsches Wörterbuch» ont la possibilité d'acquérir une petite brochure de 32 pages comprenant les compléments de la deuxième édition.

ersten Auflage. Dieser Vorstellung versuchten die Autoren mit den zahlreichen Beispielen und dem systematischen Verweissystem unter semantisch verwandten Wörtern gerecht zu werden. Alte, einzigartige Wörter standen dabei im Mittelpunkt. Um sie herum wurde der ganze Wortschatz dargelegt. Dadurch wollten die Autoren Christian Schmutz und Prof. Walter Haas (Departement für Germanistik) das vergnügliche Blättern im Wörterbuch anregen und – ganz nebenbei – den Sprecherinnen und Sprechern des Senslerdeutschen die Vielfalt, den Reichtum und die Lebendigkeit ihrer Sprache aufzeigen.

Senslerdeutsch wird heute von nur rund 30'000 Personen in katholisch Deutschfreiburg gesprochen, die sich im Kontakt mit Sprechern anderer schweizerdeutscher Dialekte sprachlich oft anpassen. Diese Sprecher sollten durch das Wörterbuch zu einem selbstbewussten Gebrauch ihres einzigartigen Dialekts ermuntert werden. Nicht mit dem Zeigefinger, denn damit hatte es die Sprachpflege schon oft versucht und war zu keinem Ergebnis

gekommen. Der Dialekt war und ist ja in erster Linie ein Kommunikationsmittel.

Die guten Verkaufszahlen des Wörterbuchs weisen darauf hin, dass es gelungen ist, ein Lesebuch statt eines langweiligen Telefonbuchs zu gestalten. Momentan ist es aber noch nicht möglich herauszufinden, ob mehr Senslerdeutsch gesprochen wird oder gar das Sprachbewusstsein der Sensler und Senslerinnen gestärkt worden ist.

Sprachgeschichte und Quervergleiche

Die Autoren waren sich lange Zeit nicht sicher, ob sich die aufwändige Arbeit auf Nebenschauplätzen gelohnt hatte. Mehr als ein Fünftel der Wörterbuch-Einträge erhielten einen «etymologischen Vermerk». Dieser sollte möglichst kurz und klar sein. Die Etymologie erwies sich jedoch als harter Brocken. So geschah es nicht selten, dass Walter Haas und Ingrid Hove nach Stunden von Quellenstudien nicht über den Eintrag «Herkunft unbekannt» hinauskamen. Mit Lebendigkeitskriterien sowie Lebendigkeitskarten von Sensler Wörtern wurde auch in der Neuauflage diachronen, sprachgeschichtlichen Aspekten Rechnung getragen. Mit geographischen und sozialen Laut- und Bedeutungsvarianten liessen sich synchrone Aspekte vergleichen. Zeichnungen von Anna Haas, Karten und Schemen sollen dabei ebenso abwechslungsreich wie informativ sein.

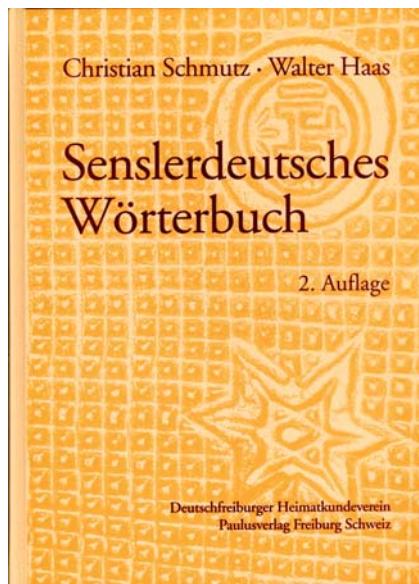
Christian Schmutz ist Redaktor bei den Freiburger Nachrichten. Für die Arbeiten an der Zweitaufgabe des Senslerdeutschen Wörterbuchs hat er seine Arbeitszeit dort reduziert.

Bibliographische Angaben:

Christian Schmutz / Walter Haas: Senslerdeutsches Wörterbuch. 2. Auflage. Paulusverlag, Freiburg Schweiz, 2004. ca. 760 Seiten. ISBN 3-7228-0632-1
Christian Schmutz / Walter Haas: Senslerdeutsches Wörterbuch. Separatdruck der Nachträge. Paulusverlag, Freiburg Schweiz, 2004. 32 Seiten. ISBN 3-7228-0633-X

Übernamen für die Ortsbewohner

- Althuaser für die Bewohner von Neuhaus*
- Bääre von Praroman*
- Bääsebinder von Kleinbösin-gen*
- Brootsparer von Jaun*
- Brünesiiker von Brünisried*
- Chibelibrieber von Guschel-muth*
- Chibelinflaschter von Cordast*
- Chibelitraguuner von Mon-terschu*
- Chooleck von Heitenried*
- Chrotte von Jaun*
- Dolmetscher von Wünnewil*
- Dräckspalter von Rechthalten*
- Esle von Düdingen*
- Fröschner von St. Silvester*
- Giisbööner von St. Antoni*
- Giisschwänzler von Passelb*
- Haarzer von Giffers*
- Halbesle von Schmitten*
- Halßbeck von Bösingen*
- Hamefrässer von St. Ursen*
- Hameschelme von Alterswil*
- Hamestäaler von Alterswil*
- Holzschrötler von Zumholz*
- Holzspalter von Rechthalten*
- Hüdleträtscher von Marly*
- Lämpinger von Gurmels*
- Meieböchler von Tentlingen*
- Meiestöck von Tentlingen*
- Näpf von Tafers*
- Raatshere von Plaffeien*
- Rächtspaltnar von Rechthal-ten*
- Rägetröpf von Überstorff*
- Schlündler vom Schwarzee*
- Schrickschrötler von St. An-toni*
- Schysshüüslipützer von Plaf-feien*
- Steistooßer von Liebistorf*
- Stettler von Freiburg*
- Sülberchnöpf von Überstorff*



Plongée dans les secrets du sous-sol gruérien

Mandatée par la Confédération, la section de géologie de l'Université de Fribourg vient d'établir la carte géologique de la Gruyère. Fort intéressante d'un point de vue scientifique, la connaissance de son sous-sol est également une aubaine pour les géologues actifs dans la pratique.

Par David Pichonnaz

Bâtiments pesant des tonnes, ressources en eau, gravières, décharges ou tunnels : l'exploitation du sous-sol est en constante augmentation depuis l'avènement de l'ère industrielle. Afin de mieux connaître ce qui se cache sous nos pieds, l'Office fédéral des eaux et de la géologie (OFEG) a intensifié depuis 1985 ses efforts en vue d'établir un «Atlas géologique du territoire national à l'échelle du 1/25'000». Le projet n'est cependant pas récent : il a été lancé en 1930, suite à l'incendie d'un entrepôt qui avait détruit la plupart des cartes publiées jusque-là. Pour mener à bien ce projet d'envergure, la Confédération mandate des géologues issus pour la plupart des Hautes écoles du pays. Le Prof. Christian Caron et son

équipe de la section de géologie en font partie. Ce fin connaisseur des Préalpes, qu'il sillonne depuis plus de 40 ans, vient de remettre à l'OFEG la feuille «Gruyère», l'une des 220 cartes composant l'Atlas. Elle est accompagnée d'une notice explicative décrivant dans le détail la composition des différentes formations constitutives du sous-sol gruérien. Un travail de longue haleine, fruit de cinq ans d'étude, dont environ dix mois sur le terrain, effectués principalement par le Dr Jean-Bruno Pasquier. «L'attrait de la feuille 'Gruyère', c'est qu'elle est composite, contrairement à la feuille 'Fribourg', que nous avons établie il y a quelques années. On passe de la molasse caractéristique du plateau suisse à des régions

préalpines, très complexes, et dont les origines sont particulièrement éloignées», explique le professeur.

Mit Hammer und Zunge

Wenn Sie auf Ihrem Spaziergang einer Person begegnen, die einen Stein ableckt, dann handelt es sich fast sicher um einen Geologen. Dank dem Speichel wird die Struktur der Probe besser sichtbar, eine wichtige Voraussetzung für die Bestimmung. Die sicht- und bestimmbaren Steine an der Oberfläche gehören neben der Topographie zu den wichtigsten Indizien zur Erstellung einer Karte, die Auskunft gibt über den Untergrund. Aufschlussreich wären natürlich auch Probebohrungen, doch für ein Werk, das die Geologie der ganzen Schweiz im Massstab 1:25'000 abbilden wird, sind sie viel zu teuer. So schwärmen Spezialisten aus und nehmen ein Gebiet unter Zunge und Lupe. Kürzlich hat ein Team der Universität Freiburg unter der Leitung von Professor Christian Caron die Arbeit im Gruyerland abgeschlossen. Im nächsten Jahr wird das entsprechende Blatt der geologischen Karte der Schweiz erscheinen. Es ist eine wichtige Grundlage für verschiedenste Entscheide: Von der Abschätzung von Gefahren für Siedlungen bis zum wirksamen Schutz von Grundwasservorkommen.



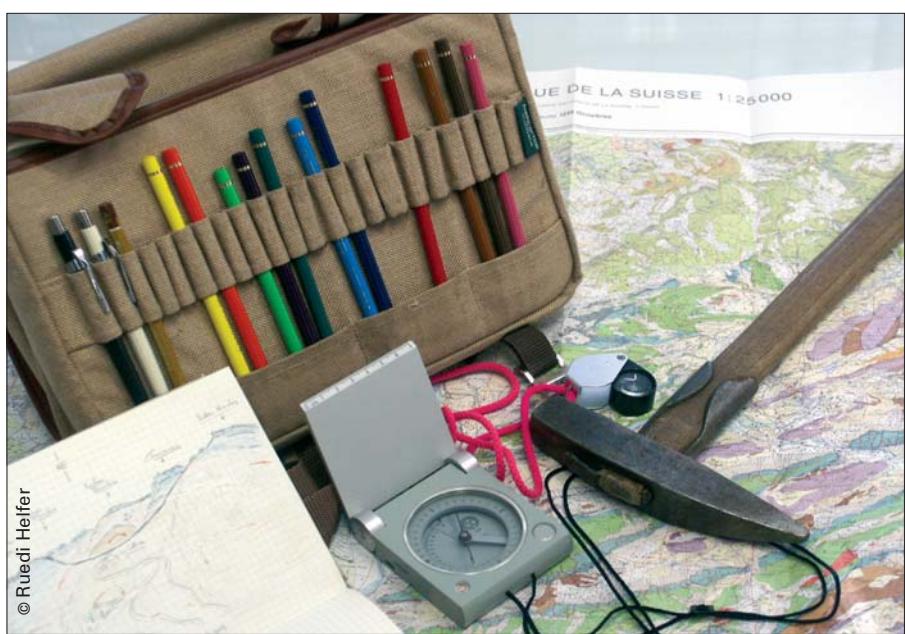
Für die Forschung im Labor steht den Freiburger Geologinnen und Geologen ein modernes Elektronenmikroskop zur Verfügung...



Cet extrait de la feuille «Gruyère» de l'Atlas géologique suisse montre le secteur des Préalpes fribourgeoises, au sud de Charmey. Les couleurs représentent les différentes formations géologiques identifiées sur le terrain. Le bleu, par exemple, est attribué aux falaises calcaires du Jurassique supérieur, qui sont à l'origine des principaux reliefs, comme la Dent de Broc. La disposition des différentes couleurs reflète également la structure plissée de la vallée du Motélon.

Outil précieux pour les praticiens

Grâce aux signes et aux couleurs conventionnels, les feuilles composant l'Atlas géologique suisse renseignent principalement sur la nature du sous-sol (voir illustration ci-dessus). Au-delà de son intérêt scientifique, notamment celui de pouvoir retracer l'histoire géologique de la région, la feuille «Gruyère» est d'une grande utilité aux praticiens pour évaluer les dangers naturels tels que les glissements de terrain, pour trouver de nouvelles gravières, exploiter des matériaux de construction comme la molasse, ou encore pour protéger les eaux souterraines. «Même si cela ne nous épargne pas des études plus approfondies, les cartes géologiques sont un outil précieux nous permettant de cibler les démarches à entreprendre, par exemple dans le cadre de la construction d'un bâtiment», souligne Toni Ackermann de ABA-Geol, bureau



...bei der Arbeit im Feld hingegen, sind sie mit gleichen Utensilien wie eh und je unterwegs: Hammer, Kompass, Lupe und Schreibzeug.

fribourgeois de géologie. «Si nous devons effectuer un forage pour connaître la composition exacte d'une moraine glacière, la carte nous indique l'étendue de celle-ci, et nous évite de multiplier les prélevements.»

Sous-sol à ciel ouvert

Déterminer la nature du sous-sol n'est pas chose aisée pour les chercheurs, d'autant qu'ils ne peuvent pas compter sur des forages spécifiques, qui seraient trop onéreux. Le meilleur ami du géologue, avec son marteau, c'est donc l'affleurement. Lorsque le sous-sol laisse entrevoir une partie de sa roche, le géologue se précipite. Parfois naturels, comme dans les gorges de la Sarine, les affleurements peuvent également avoir été mis au jour par la main de l'homme. C'est le cas des tranchées creusées pour les voies de chemin de fer ou les routes, qui font également partie du terrain de jeu des géologues. C'est là qu'intervient le marteau : il permet de gratouiller en vue d'étyayer les observations générales. D'ailleurs, lors de votre prochaine escapade dominicale, ne vous inquiétez pas si vous croisez un chercheur affairé à sucoter un bout de pierre. «Lorsqu'on extrait un échantillon pour pouvoir l'étudier plus tard au microscope, on commence par le lécher. L'humidification rend la texture plus apparente. Ça étonne toujours les passants !» Sur le terrain, les géologues n'observent pas que les affleurements, mais aussi les formes du relief : «Elles permettent par exemple d'identifier des dépôts morainiques datant de la dernière glaciation, aujourd'hui cachés par le pâturage», explique le Prof. Caron.

Travaux antérieurs

Associées aux études antérieures, ces observations de terrain permettent d'établir la carte géologique. Les chercheurs ne partent en effet pas de zéro : «Nous connaissons la structure générale du sous-sol suisse. Par ailleurs, de nombreuses études du sous-sol gruérien préexistent, des travaux universitaires ainsi que des forages ayant été effectués par exemple à l'occasion de la construction d'autoroutes», précise le Prof. Caron. «Le temps nécessaire à l'élaboration d'une carte dépend en effet non seulement de la complexité du sous-sol, mais aussi de la précision des travaux antérieurs. Ces derniers ne nous empêchent pas de sillonnner la région à cartographier, pour vérifier ou explorer de nouveaux endroits.»

Warum ist Freiburg nicht ein Steuerparadies ?

Geringes Pro-Kopf-Einkommen bei hoher Steuerlast: Der Kanton Freiburg ist in fiskalischer Hinsicht wenig attraktiv. Eine Masterarbeit in der Wirtschaftswissenschaftlichen Fakultät zeigt auf, wieso dem Kanton der Schritt in die Prosperität nicht gelingen will.

Von Michael Zurkinden

Seit vielen Jahrzehnten liegt das Pro-Kopf-Einkommen des Kantons Freiburg deutlich unter dem schweizerischen Durchschnitt. Im Jahre 2002 wurden nur gerade 80% dieses Wertes erreicht. Erhebungen der Eidg. Steuerverwaltung zeigen zudem, dass Freiburg im interkantonalen Vergleich eine sehr hohe Steuerbelastung aufweist. Gemessen am Gesamtindex der Steuerbelastung lag der Kanton im Jahre 2003 an viertletzter Stelle.

Ganz anders präsentiert sich dagegen der in mancher Hinsicht mit Freiburg vergleichbare Kanton Schwyz. Vor 20 Jahren galt Schwyz noch als das Armenhaus der Schweiz, konnte seither aber eine eindrückliche Aufholjagd verzeichnen. Als Grund für den Erfolg wird immer wieder die Nähe zu Zürich genannt. Die schwyzerischen Entscheidungsträger haben es verstanden, diesen Vorteil zu nutzen und Schwyz mit Hilfe einer konsequenten Tiefsteuerstrategie in einen prosperierenden Kanton zu verwandeln. Betrachtet man die geographische Lage des Kantons Freiburg, so fällt auch hier die Nähe zu Bern und Lausanne auf. Der Kanton scheint daraus jedoch kaum Profit geschlagen zu haben.

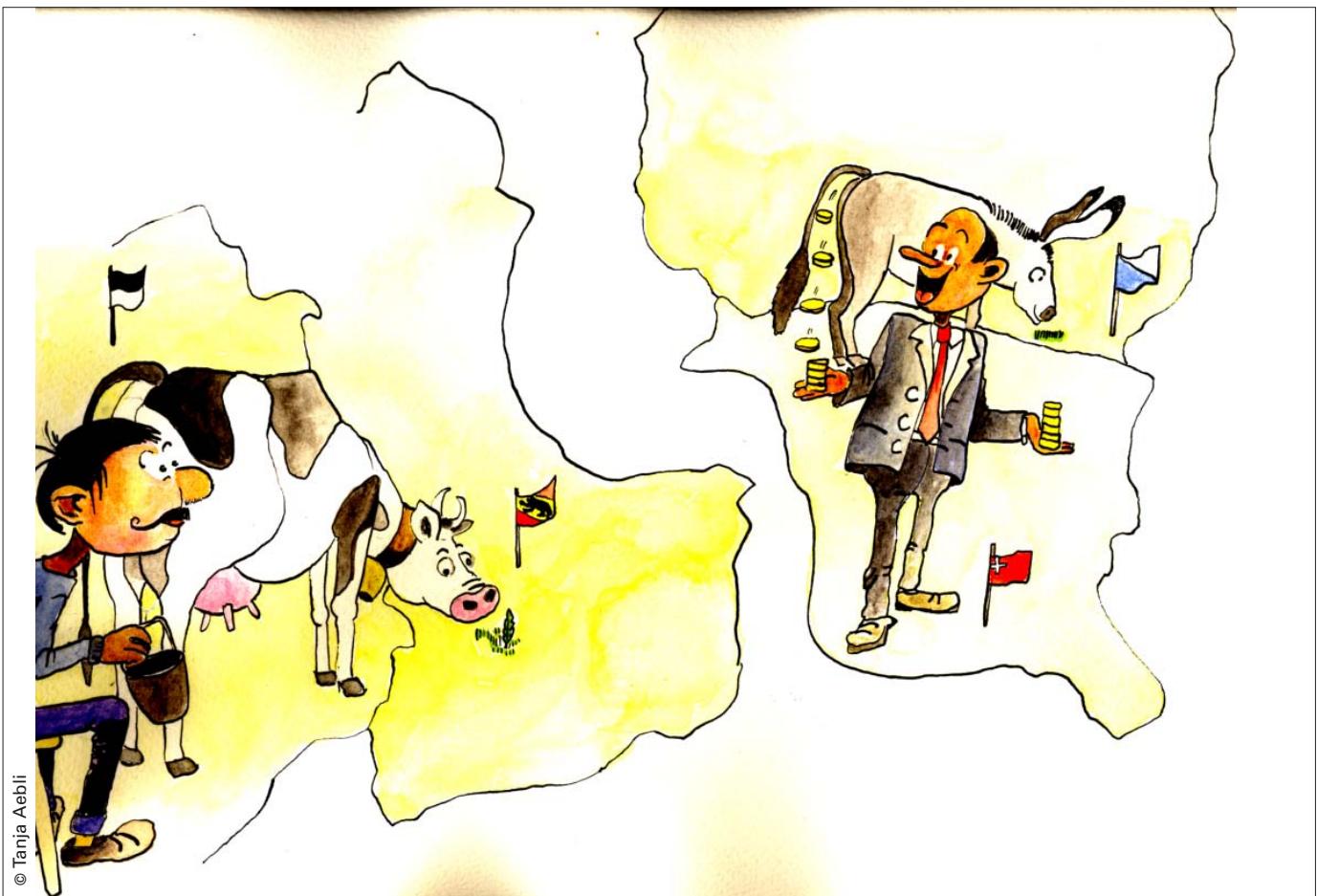
Doppelte Zielsetzung

Die Kernfrage liegt somit auf der Hand: Warum ist der Kanton Freiburg trotz seiner günstigen Lage kein steuerlich attraktiver und wirtschaftlich erfolgreicher Kanton? Oder anders gefragt: Warum ist der Kanton Freiburg nicht das Steuerparadies der Westschweiz? Eine Masterarbeit am Seminar für Wirtschafts- und Sozialpolitik

griff diese Fragen auf. Im gleichen Zug sollte ein möglichst breiter Leserkreis auf die wirtschaftliche Schwäche des Kantons aufmerksam gemacht und aufgezeigt werden, wie der Kanton zu neuem Wirtschaftswachstum finden kann.

Lier les cordons de la bourse

Les Fribourgeois gagnent peu et paient beaucoup d'impôts. Depuis des décennies, le revenu moyen par habitant se situe clairement en-dessous de la moyenne suisse. Au niveau de l'imposition fiscale, le canton se classe par contre en 4ème position. En comparaison, le canton de Schwyz, qui présentait les mêmes caractéristiques il y a 20 ans, appartient désormais aux cantons prospères : à la base de ce succès, le choix de diminuer l'imposition fiscale afin d'attirer les bons payeurs travaillant dans le canton de Zurich. Dans son travail de master, le Fribourgeois Michael Zurkinden s'est demandé pourquoi le canton de Fribourg – au vu de ses qualités et de sa position géographique – n'est pas devenu – à l'instar de l'exemple schwyzois – le paradis fiscal de la Suisse romande. Malgré tous les défauts institutionnels auxquels il faudra bien sûr remédier, le scientifique conclut que le canton doit d'abord diminuer fortement ses dépenses avant d'être en mesure de proposer une baisse fiscale à ses citoyens.



© Tanja Aeblí

Vorgehensweise und Inhalt

Dazu wurde mit Hilfe der Steuerwettbewerbstheorie und modernen Ansätzen der Wachstumstheorie verdeutlicht, dass allgemeine Steuersenkungen als Vorleistungen für späteres Wachstum zu betrachten sind (und nicht umgekehrt). Die theoretischen Überlegungen und der Vergleich mit dem Fallbeispiel Schwyz legten den Schluss nahe, dass auch der Kanton Freiburg aufgrund seiner geographischen Lage und der hohen Steuerlast in den Nachbarkantonen von Steuersenkungen profitieren könnte. Diese würden zu einem Zufluss an Steuer-subjekten führen, wodurch die Wachstumsprozesse ausgelöst werden, die der Kanton so dringend benötigt. Um zu erklären, warum der Kanton sein Potenzial als Steuerparadies nicht ausschöpfen kann, wurde nach Gründen für die hohen Staatsausgaben

gesucht. Anschliessend zeigte die Arbeit Wege auf, die den Kanton aus der Malaise führen könnten.

Die Ergebnisse der polit-ökonomischen Analyse

Herkömmliche Erklärungsversuche für die hohen Staatsausgaben Freiburgs (infrastruktureller Nachholbedarf, Bevölkerungswachstum, etc.) sind in der Masterarbeit ignoriert worden, weil die diesbezüglichen Unterschiede zwischen Freiburg und Schwyz zu gering sind, als dass sie für die grossen Unterschiede in den Ausgaben verantwortlich sein könnten. Viel wichtiger scheint, dass Freiburg im Gegensatz zu Schwyz keinem starken steuerlichen Wettbewerbsdruck ausgesetzt ist. Dadurch sind dem «Rent Seeking», also dem Streben von Interessengruppen nach staatlichen Sondervorteilen, sowie der Ausgabenfreu-

digkeit der Politiker keine Schranken gesetzt.

Das oftmals vorgebrachte Argument, dass die Bevölkerung der Westschweiz generell eine stärkere Präferenz für einen umfassenden Staat besitzt, konnte nicht vollständig von der Hand gewiesen werden. Die Analyse der fiskalischen Institutionen zeigte allerdings, dass auch die Regelung des Budgetprozesses, die dem Finanzdirektor keine Vormachtstellung einräumt, das nur schwach ausgeprägte Finanzreferendum, die ungenügende fiskalische Autonomie der Gemeinden und die vom intra- und interkantonalen Finanzausgleich ausgehenden Fehlanreize zum überdurchschnittlichen Ausgabenwachstum beitragen. Damit Freiburg seine Steuerlast in Zukunft reduzieren kann, würde die Korrektur dieser institutionellen Mängel jedoch nicht ausreichen. Vielmehr wären

weitergehende Ausgabenkürzungen nötig.

Der Einfluss der Arbeit auf die kantonale Politik

In Bezug auf das Ziel, mit der Arbeit politische und mediale Resonanz zu erlangen, konnten zwar gewisse Erfolge verbucht werden. Ein spezielles Interesse zeigte auch Staatsrat Beat Vonlanthen, der die Überlegungen in seinen Wahlkampf aufnahm (s. Kasten unten). Zu den Enttäuschungen gehörten hingegen die nur spärlichen Reaktionen auf die Arbeit. Leider muss davon ausgegangen werden, dass die Ideen lediglich zur Kenntnis genommen wurden, nicht aber zu einem weiterführenden Diskurs anregten. Ein solcher Diskurs wäre aber angesichts der hohen Steuerbelastung und der wirtschaftlichen Schwäche Freiburgs dringend notwendig.

Zurkinder Michael: «Warum ist der Kanton Freiburg nicht das Steuerparadies der Westschweiz? Ein Vergleich mit dem Kanton Schwyz», 132 Seiten, Freiburg 2003; <http://www.unifr.ch/wipol/studenten/Vergleich%20Fribourg%20Schwyz.pdf>

Wertvolle politische Impulse

Von Beat Vonlanthen

Die Arbeit von Michael Zurkinder war für meine politische Grundlagenarbeit im Rahmen des Wahlkampfes außerordentlich wertvoll und wird auch meine Arbeit als Staatsrat befürworten. Den Kanton Freiburg zum Steuerparadies der Westschweiz zu machen, kann und darf zwar nicht das primäre Ziel einer verantwortungsvollen und weitsichtigen Politik sein. Die zahlreichen wichtigen Aufgaben des Kantons müssen nämlich angemessen finanziert werden können.

Im Interesse einer Verbesserung des durchschnittlichen Volkseinkommens ist es aber unumgänglich, die steuerliche Attraktivität des Kantons nachhaltig zu verbessern. In dieser Beziehung steuert die Arbeit von Michael Zurkinder interessante Impulse sowie Analyse- und Entscheidelemente bei.

Des PME face à leur responsabilité éthique

En collaboration avec Ecoéthique, des PME fribourgeoises acceptent de jouer franc jeu et d'analyser leurs réseaux de production à la lumière de leur responsabilité éthique. Il s'agit pour elles de s'engager à l'égard des droits humains et d'intégrer ainsi durablement toutes les dimensions de la réalité économique.

Par Patrice Meyer-Bisch

Créé en 2001, après 10 années de recherche au sein de l’Institut interdisciplinaire d’éthique et des droits de l’homme (IIEDH) de l’Université de Fribourg, le groupe Ecoéthique développe ses activités dans le domaine des responsabilités des acteurs économiques à l’égard des droits humains. Le groupe se compose des trois types d’acteurs économiques : privés (entreprises), publics et civils (ONG et autres acteurs sans but lucratif), ainsi que des universitaires d’autres universités (Genève, Lausanne et Bâle). Dès le départ, nous avons étroitement collaboré avec l’agence de notation sociale fribourgeoise, Centre Info, largement connue en Suisse et à l’étranger, dont le travail consiste à fournir des instruments d’analyse pour l’évaluation sociale et environnementale. Un de nos premiers partenaires privés, auprès duquel nous avons beaucoup appris, fut le groupe Michelin, plus précisément la Compagnie financière Michelin, dont le siège se trouve à Givisiez et qui assure la direction du groupe français, actuellement numéro 1 mondial dans l’industrie du pneu. Depuis, l’entreprise a créé – au sommet du contrôle qualité – une Direction du développement durable, dont le siège est à Paris et avec lequel nous continuons de collaborer.

Notre méthode consiste à analyser le non respect des droits humains au sein des circuits économiques en traçant les logiques d’interdépendances des responsabilités. Le point de départ est l’établissement – pour chaque acteur économique qui accepte notre partenariat – d’une «carte de ses parties prenantes»

(stakeholders), permettant de situer les risques éthiques et les limites de son influence. Sur cette base, nous cherchons avec nos différents membres à identifier les possibilités de réponse en créant des partenariats adéquats.

En 2003, le Département Fédéral des Affaires Etrangères (Division Politique 4, Droits humains et sécurité humaine)

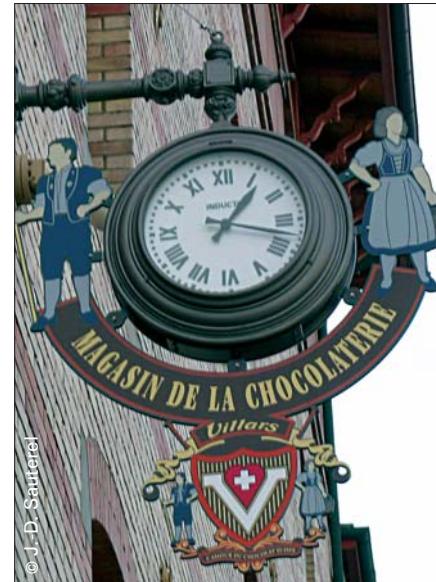
Menschenrechte und Kakao

Die Gruppe «Wirtschaftsethik» am Interdisziplinären Institut für Ethik und Menschenrechte ist der Frage nachgegangen, wie weit kleinere und mittlere Unternehmen die Menschenrechte einhalten. Wie schwierig das ist, zeigt das Beispiel der Chocolat Villars SA, die zu einer französischen Gruppe gehört, aber weitgehende Autonomie geniesst. Wie weit kann die Firma garantieren, dass der Rohstoff Kakao nicht mit Kinderarbeit produziert wird? Bei den Kakaobohnen, die aus eigenen Plantagen in Venezuela stammen, kann man davon ausgehen, dass Kinder allenfalls im Rahmen der Familie mithelfen müssen. Der grösste Teil des Kakao stammt aber aus Westafrika, und hier nimmt man es vielerorts nicht sehr genau mit dem Verbot der Kinderarbeit. Wer aus diesen Ländern ethisch einwandfreien Kakao beziehen will, muss mit verlässlichen Partnern vor Ort zusammenarbeiten. Chocolat Villars baut zurzeit ein entsprechendes Netz auf.

nous a donné le mandat d'étudier la responsabilité des PME suisses à l'égard des droits humains au niveau international. Le défi n'était pas facile à relever au vu de l'extrême variété des entreprises ainsi que de leurs capacités. C'est pourquoi les analyses en ce domaine se focalisent toutes sur les grandes sociétés, souvent harcelées comme des pétroliers par les frêles embarcations d'ONG turbulentes, symbolisées par Greenpeace. En collaboration avec Eric Davoine, professeur en gestion des ressources humaines, nous étudions la responsabilité sociale des dirigeants à partir d'une méthode d'analyse conciliant une approche objective (carte des parties prenantes) et une approche subjective par le moyen de «cartes cognitives», figurant les types d'argumentation qui ont pu conduire des chefs d'entreprise à adopter un comportement résolument éthique dans leur activité. Plusieurs chefs d'entreprise fribourgeois ont accepté de nous rencontrer et de discuter. Parmi ces entreprises, le cas de Chocolat Villars SA est particulièrement éclairant. La société fribourgeoise, actuellement propriété du groupe français Bongrain, jouit d'une large autonomie. Une partie des fèves de cacao est produite dans ses propres plantations au Venezuela et dans ce cas le risque d'exploitation des enfants est limité à ce qui se passe au sein des familles de producteurs. Mais la majeure partie des achats de fèves se fait par l'intermédiaire de brokers, et dans ce cas la situation est la même que pour les autres importateurs de fèves : on sait que beaucoup de pays producteurs, notamment en Afrique de l'Ouest, sont incapables de contrôler l'exploitation des enfants. Une solution peut consister à chercher, pour les différents sites, les partenaires potentiels : confrères et concurrents, ONG, organes gouvernementaux et inter-gouvernementaux. Cette méthode permet d'observer le terrain économique de près et de chercher la relation d'homme à homme par l'intermédiaire des circuits économiques. Nous travaillons également avec l'entreprise Remei AG sise près de Zoug, qui fournit la ligne de coton bio à la Coop. Un travail avec des distributeurs fribourgeois devrait prochainement nous permettre de fermer la boucle des responsabilités entre le consommateur et le producteur, y compris s'il est à l'autre bout du monde. La

territorialisation complexe, à partir des différents sites – ici Fribourg et la Suisse – permet de ne pas se laisser aveugler par une globalisation qui ferait disparaître tous les territoires. L'éthique n'est pas une norme imposée du dehors : elle signifie en réalité une prise en compte de toutes les dimensions. Elle doit s'inscrire notamment dans la réalité économique : l'enjeu pour les entreprises et leurs partenaires publics et civils est d'évaluer le rapport coût / bénéfice de cet engagement en faveur d'un développement intégrant toutes les dimensions de l'humain.

Patrice Meyer-Bisch
Coordonnateur de l'Institut interdisciplinaire d'éthique et des droits de l'homme
www.unifr.ch/iiedh/ecoethique/ecoethique.htm



Das Freiburger Unternehmen Chocolat Villars kooperiert mit der Gruppe „Wirtschaftsethik“ des Instituts für Ethik und Menschenrechte, um die Produktionsbedingungen von Kakao und Kakaobohnen zu untersuchen.

Artenschutz braucht beharrliche Grundlagenforschung

Die Kleine Teichrose ist eine der seltensten Pflanze der Schweiz und akut vom Aussterben bedroht. Dank der Pionierarbeit des Freiburger Biologen Gregor Kozlowski kann die schöne Rarität vielleicht doch noch gerettet werden. Eine Sisyphus-Arbeit angesichts der 990 bedrohten Pflanzenarten in der Schweiz?

Von Stephan Moser

«Im Umweltschutz ist die Schweiz ein Musterknabe. Doch beim Artenschutz hinkt sie etwas hintendrein», stellt Gregor Kozlowski bedauernd fest, der sich als wissenschaftlicher Mitarbeiter des Botanischen Gartens Freiburg seit Jahren mit dem Schutz seltener Pflanzen beschäftigt. Zwar hat die Schweiz 1992 die Konvention von Rio unterzeichnet und sich damit zur Erhaltung der Artenvielfalt verpflichtet, doch namentlich für bedrohte Pflanzen gibt es bis heute kaum Schutzprojekte. «Es gibt zu wenig Spezialisten und es fehlt an Verständnis und Mitteln für die Grundlagenforschung», zählt der Biologe die wichtigsten Mängel auf. Wie schwierig es die Grundlagenforschung hat, musste Gregor Kozlowski erfahren, als der Botanische Garten vor einigen Jahren Verbreitung und Ökologie des gefährdeten Frauenschuhs untersuchen wollte und dafür keinen Geldgeber fand. «Dem Nationalfonds war das Projekt zu angewandt, dem BUWAL zu wissenschaftlich.» Der Frauenschuh blieb unerforscht. Dabei müsse man eine Pflanzenart zuerst genau kennen, bevor man sie schützen könne, betont Kozlowski.

Inzucht und gefrässige Gänse
Mehr Glück hatte er mit der Kleinen Teichrose (*Nuphar pumila*). Dank einem Beitrag von 8'500 Franken aus dem Forschungsfond der Universität Freiburg und der Unterstützung des Kantons Freiburg konnte Gregor Kozlowski zusammen mit dem Berner Biologen Stefan Eggenberg in den letzten drei Jahren die grazile, gelb blühende Seerosenart umfassend untersuchen. Die

Schwimmmpflanze ist wohl eine der seltensten Arten der Schweiz. Vor 100 Jahren fand man sie noch in 17 Seen, 1999 gab es nur noch drei sichere Fundorte: Der Gräppelensee (SG), der Kämmoosteich (ZH) und der Lac des Joncs (FR). Im Jahre 2001 entdeckte Kozlowski eine vierte Population im freiburgischen Lac de Lussy.

Kozlowskis Studie zu der Kleinen Teichrose hat in verschiedener Hinsicht Pioniercharakter. Wohl zum ersten Mal wurde in der Schweiz eine gefährdete Art auf nationaler Ebene systematisch erfasst. Dabei zeigten sich gewaltige Unterschiede bei der Populationsgrösse: Während im Kämmoosteich rund 20'000 Pflanzen wachsen und blühen, sind es im freiburgischen Lac des Joncs gerade mal fünf Triebe!

Die Studie zeigt auch, dass es zur Arterhaltung nicht einfach ausreicht, den Lebensraum der Kleinen Teichrose zu erhalten. An jedem Standort fanden sich nämlich ganz unterschiedliche Gefährdungen, die der schwimmenden Schönheit ans Lebendige gehen. Die Fortpflanzung der Population im Gräppelensee ist durch die starke Isolation derselben gefährdet, in zwei anderen Teichen ist die Konkurrenz durch die grössere Gelbe Teichrose (*Nuphar lutea*) das Problem. Sie nimmt ihrer kleineren Schwester den Lebensraum weg und eliminiert sie auch auf genetischem Weg: Durch die so genannte Hybridisierung, die natürlich vorkommende Kreuzung der beiden verwandten Arten, entsteht nämlich ein Mischling. Sukzessive verschwindet so die genetisch schwächere Kleine Teichrose.

Am schlimmsten steht es um die Teichrosen im Lac des Joncs. Neben der

hohen Nährstoffzufuhr sind die Gänse, die auf dem See gehalten werden, das grösste Übel. Die gefrässigen Vögel reissen ganze Nuphar-Pflanzen aus und fressen alle Schwimmblätter ab, was bei einem Bestand von nur vier bis fünf Pflanzen verheerend ist.

Rettungsaktion mit ungewissem Ausgang

Das grösste Problem ist jedoch die geringe Grösse des Gesamtbestandes. Zusammen mit den verantwortlichen Stellen der Kantone Zürich und Freiburg versucht deshalb Gregor Kozlowski, mit gezüchteten Nuphar-Pflanzen die bestehenden Populationen zu vergrössern und die Kleine Teichrose in neuen Gewässern anzusiedeln.

Une tentative de sauvetage

En voie de disparition, le nénuphar nain est l'une des plantes les plus rares de Suisse. Il y a cent ans, il flottait à la surface de plus d'une quinzaine de nos lacs. En 2001, seulement quatre biotopes protégeaient encore la plante. Biogiste et collaborateur scientifique au jardin botanique, Gregor Kozlowski – en collaboration avec le biologiste bernois Stefan Eggenberg – a entrepris de procéder à un inventaire systématique et de réintroduire le nénuphar nain. En 2003, les deux scientifiques – qui ne craignent pas le travail de Sysiphe – ont replanté 42 exemplaires. Mais le processus d'adaptation de la perle rare reste complexe, et son sauvetage n'est assuré qu'à 50%. Il se peut encore que le *nuphar pumila* termine ses jours au jardin botanique.



Une beauté menacée: le nénuphar nain ne fleurit plus que dans quatre lacs suisses, à savoir le lac de Gräppelen (SG), l'étang de Kämmoo (ZH), le lac des Joncs (FR) et le lac de Lussy (FR).



dein. 42 Pflanzen wurden in den letzten zwei Jahren versuchsweise gepflanzt. Doch nur im Teich von Rathvel (FR) scheinen die Teichrosen bisher Fuss gefasst zu haben.

Die Ansiedlung ist aufwändig und schwierig. Die Art braucht passende Torf- oder Schlammböden und kühles, schwach saures Wasser. Selbst wenn diese Bedingungen erfüllt sind, dauert es Jahre, bis sich zeigt, ob sich die Schwimmpflanze dauerhaft etabliert hat. Der Ausgang der Rettungsaktion für die Kleine Teichrose ist also höchst ungewiss. Die Gefahr, dass es die Kleine Teichrose in zehn Jahren nur noch in den Botanischen Gärten gibt, beträgt 50 Prozent.

Arterhaltung ist möglich

Am Sinn seiner Arbeit zweifelt Kozlowski deshalb jedoch nicht. «Zum einen hat sich die Schweiz mit Verträgen und Gesetzen zum Arten- schutz verpflichtet. Wir haben also einen klaren Auftrag. Zum anderen hat jede Pflanzenart ihre Geschichte, ihren ästhetischen Reiz und ist Teil des Naturerbes, das meiner Ansicht nach nicht leichtfertig aufgegeben werden darf.» Auch beschleiche ihn kein Sisyphus-Gefühl, wenn er an die 990 weiteren bedrohten Pflanzenarten auf der Schweizer Roten Liste denke. «Mit mehr Mitteln und guter Koordination kann es den verschiedenen For- schungsgruppen in der Schweiz gelingen, die bedrohten Arten zu erforschen und zu erhalten», gibt sich Kozlowski optimistisch.

Er selber leistet einen kleinen, aber wichtigen Beitrag dazu. Der Botani- sche Garten erforscht pro Jahr zwei bis drei bedrohte Arten, und als Lehr- beauftragter an den Departementen für Biologie und Geowissenschaften ver- sucht Gregor Kozlowski, seine Studierenden für den Artenschutz zu begeistern. Das Schicksal der hübschen kleinen Teichrose, so hofft er, helfe mit, für die Anliegen des Artenschutzes zu sensibilisieren.

Dossier

Insertion sociale : un château de sable ?

L'efficacité des mesures d'insertion sociale dépend essentiellement de trois variables : la situation de départ des bénéficiaires, l'adéquation des mesures aux conditions individuelles et le rôle joué par les assistants sociaux. C'est ce qui ressort d'une étude menée en 2003/04 par trois étudiantes de la Chaire de travail social, mandatée par la Direction de la santé et des affaires sociales du canton de Fribourg.

Par Judith Binder, Stefania Summermatter, Michela Luraschi

Le projet des Mesures d'insertion sociale (MIS) a été élaboré à la fin des années nonante, lors de la révision de la Loi sur l'Aide Sociale (LASoc), pour répondre à l'émergence des cas de précarité et d'exclusion sociale. Les MIS sont des réponses adaptées aux besoins de chacun, grâce auxquelles une personne peut reprendre confiance en elle-même. Depuis l'entrée en vigueur de cette réforme, en 2000, c'est la première fois qu'une étude évaluative a été lancée. Son objectif est d'appréhender les stratégies de sortie des ex-bénéficiaires des MIS, leur (ré)appropriation des mesures et leur potentielle interaction.

Les résultats découlent en premier lieu d'une enquête qualitative, menée au moyen d'entretiens biographiques auprès de six bénéficiaires et de six assistants sociaux chargés de suivre ces personnes. L'échantillon est composé de personnes sorties du dispositif de l'Aide sociale en 2002.

3 phases dans le processus de désinsertion sociale

L'analyse des entretiens faits auprès des bénéficiaires et des assistants sociaux indique qu'il existe une dialectique permanente entre la réaction des individus face aux étapes de rupture, la perception



© Photos Ruedi Heifler

Gregor Kozlowskis Studie wird in der Frühjahrsnummer 2005 der Zeitschrift «Botanica Helvetica» publiziert.

et la (ré)appropriation des MIS, et la stratégie adoptée par les bénéficiaires pour se réinsérer socialement. Le type de positionnement adopté dans le processus de désinsertion sociale va donc avoir une influence importante sur les résultats des MIS et sur les stratégies individuelles mises en place par les bénéficiaires.

Les récits de vie des bénéficiaires interrogés, leur rapport au dispositif d'Aide sociale et leur perception des MIS ont permis de dégager trois phases dans le processus de désinsertion – résistance, adaptation, installation – et de cerner les différentes stratégies de sortie du dispositif. Dans la première phase «de résistance», les personnes adoptent une stra-

Grenzen der Integration

Das revidierte Sozialhilfegesetz, das seit 1.1.2000 in Kraft ist, sieht auch Massnahmen zur sozialen Integration vor. Deren Wirksamkeit wurde nun im Auftrag der Gesundheits- und Sozialdirektion erstmals genauer unter die Lupe genommen. Drei Studentinnen der Sozialwissenschaften befragten in längeren Interviews sechs Personen, die in den Genuss dieser Massnahmen kamen, sowie die Personen, die sie betreuten.

Es bestätigte sich, dass es unterschiedliche Phasen der sozialen Desintegration gibt, und dass die Wirksamkeit der Integrationsmassnahmen sehr stark von der Situation abhängt, in der sich die Empfängerinnen und Empfänger befinden. Insbesondere wurde einmal mehr deutlich, welch zentrale Rolle eine bezahlte Arbeit bei der sozialen Integration spielt. In einer Gesellschaft, in der es nicht mehr Arbeitsplätze für alle gibt, sollte die Sozialpolitik eine neue Haltung bezüglich Wiedereingliederung entwickeln, regt die Untersuchung unter anderem an.

tégie qualifiée de «mobilisation des ressources». Elle se caractérise par le maintien d'un réseau social important et par une proximité continue au monde de l'emploi. En outre, les personnes s'inscrivant dans cette première phase ont une démarche active auprès de l'Aide sociale et construisent de nouvelles perspectives au niveau de leur vie professionnelle active. Une seconde phase d'adaptation a été formalisée et se caractérise par des personnes ayant une stratégie dite «d'engagement». Une qualification inadaptée aux exigences du marché du travail et la présence de plusieurs handicaps rendent plus difficile la réinsertion professionnelle de ces personnes. Enfin, une phase «d'installation» est observée et se spécifie par des allocataires s'inscrivant dans une stratégie de «laissez faire». Ces acteurs vivent une situation plus difficile que les autres. L'absence d'un réseau social stable et les nombreux problèmes de santé physique et mentale éloignent ces personnes des valeurs types des sociétés contemporaines.

Des objectifs d'insertion en décalage

Les MIS proposées aux différents bénéficiaires ont généré des résultats partagés entre une nette amélioration de certaines situations ou un statu quo des difficultés repérées au préalable. Précisons également que les améliorations des conditions de vie observées durant l'enquête restent malgré tout des situations «précaires». Ces quelques résultats et nuances ont amené à poser plusieurs questions quant aux objectifs d'insertion visés par cette loi.

En effet, le niveau d'atteinte des objectifs dépend fortement de la réaction de l'individu face aux événements susceptibles d'engendrer un processus de désinsertion ou de réinsertion sociale. Ainsi, celles et ceux qui se trouvent au début de la phase de résistance auront plus de chances de se réinsérer professionnellement et d'atteindre les buts visés. Pour ce qui est de l'étape d'installation, il y a un décalage profond entre les objectifs déclarés dans la loi et la situation vécue par les individus concer-



nés. En effet, les conditions-cadre et les buts fixés pour certaines MIS et pour certains bénéficiaires apparaissent détachés du réel et impossibles à atteindre.

En contradiction avec la réalité

Le projet d'insertion sociale – selon le concept MIS/LASoc – doit satisfaire à des critères spécifiques pour pouvoir atteindre les buts prévus. L'analyse croisée des entretiens met en évidence que les conditions mentionnées dans la loi n'ont pas toujours été remplies dans le cadre de l'enquête. Le vécu des allocataires entre alors en contradiction avec le texte normatif-légal sur plusieurs points. Tout d'abord, les MIS choisies ne correspondent pas toujours aux besoins et à la situation personnelle des bénéficiaires rencontrés. Certes, les parcours de la désinsertion sont caractérisés par des ruptures similaires, mais selon les configurations singulières, elles déterminent des attentes spécifiques. En outre, d'après les dispositions cantonales, les MIS devraient être susceptibles de s'orienter vers une activité professionnelle, même si c'est sur le long terme. Les questions de la socialisation et de la reconstruction identitaire sont encore traitées principalement à travers le prisme d'une intégration dans le marché de l'emploi. Pour avoir une

existence sociale, il faut avoir un travail, ou à défaut une activité productive. Dans le cas de certains allocataires cependant, la reprise d'un emploi semble être – dès le début – une exigence parfois bien trop importante au regard des attentes et des potentialités réelles. Est-ce que le travail est le seul moyen pour se réintégrer socialement ? Ne faudrait-il pas concevoir une autre possibilité d'existence, qui soit plus adaptée aux caractéristiques de certains allocataires ? Dans une société caractérisée par un déficit de places disponibles, est-il encore pertinent et adéquat de vouloir «à tout prix» réintégrer professionnellement un sans emploi ?

La transformation de la notion d'intégration en «insertion» a sûrement amené à une amélioration de la situation des populations en précarité, mais les problèmes ne sont pas résolus. Le travail reste une valeur fondamentale dans la vie de chaque individu. Une question devient alors primordiale : peut-on exister socialement en dehors du travail ? Peut-on avoir réellement une place dans la communauté sociale sans avoir un statut professionnel ? Et encore, peut-on vraiment inventer des statuts et des rapports sociaux qui permettent de vivre indépendamment de l'utilité personnellement requise par le monde économique ? Ces questions nous amènent à réfléchir

sur le rôle même de l'emploi et le statut de travailleur : devraient-ils être revus ?

La réinsertion à n'importe quel prix ?

Dans une société où les postes de travail disponibles ne suffisent plus pour tout le monde, les politiques sociales devraient changer d'attitude au niveau des projets d'insertion. La base théorique et légale du dispositif MIS est originarialement une solution positive et bien adaptée à ce type de problème. Pourtant, cette étude montre très clairement les limites auxquelles sont confrontés les professionnels lors de la concrétisation du projet MIS et l'inadéquation de certaines dispositions adoptées. Derrière l'intention de réinsérer socialement un individu se cachent d'autres objectifs, non déclarés, mais très prégnants, comme la recherche d'une réinsertion professionnelle à tout prix ou le passage forcé de l'Aide sociale à l'Assurance invalidité ou à l'Assurance chômage. Cela permet de se questionner sur la possibilité concrète de réinsérer socialement un individu dépourvu de tout lien avec le monde économique. Il est alors nécessaire de faire une distinction plus claire et nette entre des interventions essentiellement sociales et celles plutôt professionnelles actuellement en vigueur. Cet objectif pourrait être poursuivi à partir d'une série de propositions à caractère solidaire basées sur le droit au respect et à la dignité de l'homme : démultiplication d'emplois d'utilité sociale (la valeur «Travail» est substituée par la valeur «Social»); création d'espaces de médiation (où le travail ne joue aucun rôle); lutte contre l'étiquetage des individus sans travail; lutte contre la stigmatisation des personnes bénéficiant de l'Aide sociale.

L'analyse effectuée dans le cadre de cette étude constitue un point de départ pour une analyse plus approfondie qui permettra de mieux comprendre la situation des bénéficiaires de l'Aide sociale et d'apporter les modifications nécessaires au dispositif actuel.



Etude réalisée par Judith Binder, Stefania Summermatter, Michela Luraschi

Neue Grundlagen für den Sport im Kanton

Das Verbandsmanagement Institut (VMI) der Universität Freiburg wurde durch die Direktion für Erziehung, Kultur und Sport mit der Projektleitung für die Entwicklung eines kantonalen Sportkonzepts beauftragt. Dabei war es das Ziel, den Konzeptvorschlag nicht einfach am «Schreibtisch» zu entwerfen, sondern die wichtigsten Exponenten des Freiburger Sports in die Entwicklung mit einzubeziehen.

Von Thomas Zurkinden

In den Regierungszielen der laufenden Legislaturperiode hat der Staatsrat des Kantons Freiburg festgehalten, dass unter der Leitung der Direktion für Erziehung, Kultur und Sport ein «kantonales Sportkonzept» zu entwickeln ist. Denn zurzeit orientiert sich die Freiburger Sportförderung stark an der Bundesgesetzgebung und fußt auf tiefer gesetzgeberischer Stufe (Reglemente, Direktiven). Man konzentrierte sich bisher vor allem auf den Sport in der Schule, «Jugend+Sport» sowie die Verteilung der Gelder aus dem Sport-Toto-Fonds. All diese Aktivitäten ließen während drei Jahrzehnten parallel nebeneinander. Wären sie stärker vernetzt, könnten sie noch effektiver ausgeführt werden. Gemäss dem Wunsch des Staatsrats soll das Konzept dem Freiburger Sport eine «neue Dynamik verleihen und ihn auf erneuerte, transparentere und solidere Strukturen abstellen». Und schliesslich soll es die Basis einer eigentlichen Sportgesetzgebung im Kanton bilden.

Typischer Non-Profit-Bereich

Da im Kanton zum ersten Mal grundsätzlich über eine gezielte Sportförderung diskutiert wurde, mussten verschiedene Fragen behandelt werden. Insbesondere Fragen der Unterstützung von Breiten- und Spitzensport, der Gesundheitsförderung (Dopingbekämpfung), der Förderung von Nachwuchssportlern oder der Nutzung und Bewirtschaftung von kantonalen Sportanlagen. Zudem sollte gemäss dem Wunsch des Staatsrats ein mög-



lichst breiter Konsens unter den betroffenen Gruppen erzielt werden.

Gerade die Welt des Sports ist ein typisches Beispiel für nonprofit-orientierte Aktivitäten. Private Sportorganisationen wie Vereine und Verbände oder öffentlich-rechtliche Sportorganisationen, z.B. Sportämter, verfolgen in ihrer grossen Mehrheit keine Gewinnziele. Ihnen liegen viel mehr die Förderung des Sports im Allgemeinen sowie Spitzenresultate im Leistungssport am Herzen. Zudem besitzen sol-

che Organisationen häufig demokratische Strukturen und ein verzweigtes Beziehungsnetz. All diese Aspekte sind bei der Entwicklung eines Sportkonzepts zu beachten.

Die Direktion für Erziehung, Kultur und Sport beschloss, für die Erarbeitung des Konzepts mit dem Verbandsmanagement Institut (VMI) der Universität Freiburg zusammenzuarbeiten. Das VMI beschäftigt sich seit über 28 Jahren mit der interdisziplinären Forschung im Bereich der nicht



erwerbswirtschaftlich orientierten Organisationen, den so genannten Nonprofit-Organisationen (NPO). Es verfügt zudem über eine langjährige Erfahrung in der Beratung und bietet ein breites Spektrum an Weiterbildung in NPO-Management an.

Betroffene zu Beteiligten machen

Bei der Entwicklung des Konzepts ging das VMI von einer weit gefassten Sportdefinition aus, wie sie im «Konzept des Bundesrates für eine Sportpolitik in der Schweiz» vorgegeben wird. Auch Bewegung im Alltag, wie die Velofahrt zum Arbeitsplatz, musste hier in Betracht gezogen werden. Ein solch breites Sportverständnis bringt es mit sich, dass sehr viele verschiedene Anspruchsgruppen berücksichtigt werden müssen. Das Blickfeld darf sich nicht auf die Turnstunde in der Schule und das Fussballtraining im Dorfverein verengen. Daher wurde auch schnell klar, dass das VMI eine Art Mittlerrolle einzunehmen hatte. Es galt, die Ansprüche der Sportwelt mit den Vorstellungen der Direktion für Erziehung, Kultur und Sport abzuleichen. Um diesem Umstand Rechnung zu tragen, wurde die Projektgruppe aus Vertretern des Kantonalen Amts für Sport, Mitgliedern von Sportvereinen sowie Vertretern des Universitätssports und des VMI zusammengesetzt.

Im Juni 2003 fand unter der Leitung von Prof. Dr. Robert Purtschert und lic.rer.pol Thomas Zurkinden in den Räumlichkeiten der Universität ein Workshop mit Vertretern der verschiedenen Exponenten des Freiburger Sports statt, dem so genannten Begleitteam. Um die Thematik zu strukturieren wurde in den drei Bereichen «Schulsport», «Freizeitsport» und «Leistungssport» gearbeitet. In den Arbeitsgruppen nahmen Repräsentanten von lokalen und nationalen Sportvereinen und Sportverbänden, Politik und Verwaltung, Schulen und Lehrerorganisationen sowie dem Bundesamt für Sport in Magglingen Einstatz. Insgesamt stand das Konzept unter der Leitidee, die Betroffenen zu Beteiligten zu machen, und so einen möglichst breiten Konsens für das Konzept zu erzielen. Insbesondere war

es wichtig, auch die Vertreter des privatrechtlich organisierten und daher unabhängigen Sports einzubeziehen. Das Konzept sollte die Sportförderung ganzheitlich betrachten und sich nicht ausschliesslich auf den öffentlich-rechtlichen Bereich beschränken.

Mehrere Schritte und Phasen

Die Projektgruppe verdichtete die Resultate des Workshops mit dem Begleitteam zu einem Konzeptentwurf, den sie dem Staatsrat im November 2003 zu einer ersten Begutachtung vorlegte. Unterschiedliche Vorstellungen über Inhalte, Detaillierungsgrad und Struktur des Papiers konnten in dieser Phase abgeglichen werden, was die weitere Arbeit der Projektgruppe erleichterte. Erste Kurskorrekturen lassen sich so schon in einer frühen Phase vornehmen. So einigte man sich darauf, die Aussagen des Konzepts durch anschauliche Beispiele zu ergänzen. Dadurch sind die einzelnen Punkte konkretisiert worden, die angestrebte Umsetzung kann so leichter erfolgen. Um die Anliegen des Begleitteams nicht aus den Augen zu verlieren, fand im Februar 2004 ein weiteres Treffen statt. In dieser Phase waren die Inhalte des Konzepts schon weitgehend ausgearbeitet. Dadurch war es den Mitgliedern des Begleitteams möglich, ihre Erwartungen an die zukünftige Sportförderung ein letztes Mal sehr konkret zu formulieren, bevor der definitive

Entwurf zur Konsultation an den Staatsrat ging. Insbesondere wurde in dieser Phase nochmals intensiv über Zweck und Sinn des Schulsports, die Notwendigkeit einer Unterstützung des Leistungssports durch den Kanton sowie die Gründung eines eigentlichen Sportkompetenzzentrums für den Kanton diskutiert.

Breite Vernehmlassung

Im Juni 2004 schloss die Projektgruppe ihre Arbeit ab und übergab den Konzeptentwurf dem Staatsrat, der ihn in die Vernehmlassung schickte. Gemeinden, Verbände, Vereine und alle anderen Interessierten erhielten bis Ende September 2004 Zeit, zum Sportkonzept Stellung zu nehmen. In seiner Projektleitungsfunktion begleitete das VMI auch die Auswertung der Vernehmlassung. Mittlerweile ist der Entwurf in den relevanten Punkten angepasst worden und kann demnächst dem Staatsrat unterbreitet werden. Eine spannende zweijährige Entwicklungsphase geht damit zu Ende.

Als Fazit lässt sich festhalten, dass natürlich nicht allen Wünschen der Betroffenen entsprochen werden konnte. Die Inhalte des Konzepts sind nicht immer visionär, sie sind vielmehr realistisch und praxisbezogen, denn schliesslich sollen sie ja auch die Grundlage einer Gesetzgebung bilden. Gleichzeitig konnte durch das gewählte Vorgehen auch das Verständnis für die

zu erwartende Sportpolitik des Kantons geweckt werden. Und dies war eines der Hauptziele des ganzen Prozesses.

Redynamiser le sport fribourgeois

La Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport a mandaté l'Institut pour le management des associations (VMI) de l'Université de Fribourg pour diriger un projet visant à développer un nouveau concept politique dans le domaine du sport. But de l'opération : impliquer un maximum d'acteurs afin de trouver un consensus et redynamiser le sport fribourgeois sur la base de nouvelles structures plus transparentes et solides. Le groupe de travail s'est penché sur diverses questions, notamment le but et le sens du sport à l'école, la nécessité du soutien cantonal au sport d'élite ou encore la création d'un centre de compétences sportives cantonal. Pour l'heure, tous les points importants ont pu être adaptés aux divers desiderata. Les contenus du concept sont réalistes et pratiques, à même de constituer la base d'une nouvelle législation.



Reconstruire les liens familiaux

A Fribourg, des éducateurs vont à la rencontre de familles en difficulté afin de renouer le dialogue entre parents et enfants. But de l'opération : intervenir en amont pour éviter les graves dérapages de l'adolescence et le placement en institution, souvent synonyme d'exclusion sociale définitive.

Par Christine Carrard

«Action Educative en Milieu Ouvert» (AEMO), c'est le nom que porte le Service mis en place en septembre 2003 par la Direction de la santé et des affaires sociales du canton de Fribourg, dans le but d'offrir une structure aux familles confrontées à de graves problèmes éducationnels. Soutenu par la Loterie romande, le projet – d'une durée probatoire de deux ans – est piloté par la Fondation Transit sur mandat du Service de l'enfance et de la jeunesse. Il s'agit là d'un projet bilingue tout à fait innovant dans le canton de Fribourg. En Suisse romande, seuls Lausanne et Genève ont déjà mis en place un tel système. Il s'agit d'offrir des mesures d'accompagnement aux parents qui font face à d'importantes difficultés dans l'éducation d'un enfant âgé de 7 à 18 ans.

La chaire de pédagogie curative de l'Université de Fribourg a été chargée de l'évaluation externe du projet. Après six mois d'accompagnement, Jean-Luc Lambert, professeur au Département de pédagogie curative et spécialisée, a rendu un premier rapport intermédiaire. S'il est encore trop tôt pour tirer des conclusions définitives, les tendances de base se dégagent déjà clairement.

Des relations perturbées

Dans le projet fribourgeois, trois éducateurs – deux femmes et un homme se partageant un poste à 220% – interviennent au lieu de résidence de l'enfant, la plupart du temps il s'agit de l'habitat familial. Le but de cette intervention est d'éviter le recours à des mesures très lourdes de conséquences pour les jeunes incapables de s'adapter

socialement, à savoir un placement en institution.

Les demandes adressées à l'AEMO passent la plupart du temps par le Service de l'enfance et de la jeunesse, sous mandat de la justice de paix ou civile, ou de la Chambre pénale des mineurs. Selon les premières évaluations effectuées sur 60 cas – du 1er janvier au 30 juin 2004 – 23 mandats sont des cas de curatelle, 4 des enquêtes sociales à la demande du juge, le reste constituant des demandes émanant de divers services ou des écoles.

Selon les statistiques, 60% des jeunes concernés sont des garçons, âgés en moyenne de dix ans. Cet âge précoce s'explique par le fait que les troubles du comportement sont les conséquences d'une éducation problématique qui dure en général depuis de nombreuses années. A noter que ce genre de dysfonctionnements n'est souvent pas pris au sérieux durant la scolarité primaire. Les problématiques rencontrées dans les familles sont diverses. Les relations entre parents et enfant sont souvent perturbées, en particulier entre la mère et l'enfant. Cette constatation est due au fait que sur les 60 familles prises en charge, 34 couples sont divorcés ou séparés, avec pour conséquence 6 familles recomposées et 23 mères qui assument seules l'éducation de leurs enfants. Parfois il s'agit d'aider les parents à réintégrer un enfant déjà placé en institution. Les parents ont également besoin de soutien en cas de troubles du comportement de l'enfant. Ce dernier peut faire preuve d'agressivité, de désobéissance et de problèmes psychologiques divers. De manière

générale, la problématique majeure se situe clairement dans la difficulté des parents à établir des règles relationnelles et éducationnelles avec les enfants.

La peur de dire non

De l'avis du Prof. Jean-Luc Lambert, les parents ne savent plus imposer les règles : la famille est en crise depuis de nombreuses années. «On ne sait plus dire non : on fait face à une absence de valeurs et de normes. La société laisse croire que tout est bien. C'est le règne de l'enfant-roi, alors qu'en fait il faut faire l'apprentissage du non. Mais les parents sont également trop occupés. Et à l'école, les réformes pédagogiques laissent entendre que l'enfant va se construire tout seul, alors qu'en fait il faut avoir le courage de dire non.» Si dans un tiers des cas l'un des parents est soit à l'AI, soit toxicomane, ce genre de problématique n'épargne aucune couche sociale. Sur les 60 familles soutenues par l'AEMO, 42 sont suisses. Cette proportion s'explique sans doute par le fait que les familles étrangères ont su davantage préserver la structure familiale et le respect des règles. Dans bon nombre de cas difficiles, les enfants sont confrontés au problème du divorce des parents. Les conflits qui en résultent constituent la plupart du temps une source de disette importante au niveau de l'éducation : les enfants deviennent souvent enjeux et alibi lors d'une séparation.



Mobiliser les ressources familiales

Les difficultés d'adaptation sociale qui découlent de ce genre de problématique sont à prendre au sérieux le plus tôt possible. Il faut à tout prix éviter l'exclusion des jeunes de l'école et de la famille, car lorsque le placement résidentiel s'avère nécessaire, les chances de réinsertion se réduisent extrêmement. Le placement est un phénomène lourd de conséquences. Les parents perdent de fait leur droit éducatif. Le but de l'AEMO est donc de stopper ce processus qui peut aboutir à l'escalade dans les institutions de placement (jusqu'à l'institution semi-fermée ou fermée). Dans ce cadre, il s'avère également important de prévenir les cas d'adolescents isolés et de les accompagner. Ces derniers – même s'ils ne commettent pas d'actes répréhensibles

– manquent souvent l'école, et ceci malgré l'avertissement aux parents. En Suisse, selon les statistiques, on perd de vue 6 à 7% des jeunes après la scolarité obligatoire : ils n'entament ni apprentissage, ni études.

Pour prévenir l'accumulation de dysfonctionnements familiaux dans une situation à risque, les éducateurs de l'AEMO apprennent aux parents à mobiliser leurs propres ressources et leurs compétences. L'idée sous-jacente, c'est que les réponses et les moyens pour aller de l'avant se trouvent au sein même des familles – une méthode à privilégier selon plusieurs études internationales.

AMEO à la rencontre des familles

La problématique éducative chez les enfants exige une approche multidimensionnelle : il s'agit de comprendre comment vit la famille, de prendre en compte les possibles problèmes relationnels entre les parents, les difficultés professionnelles ou sociales. Pour les éducateurs de l'AEMO, rencontrer les familles à leur domicile permet souvent de mieux aborder la problématique dans sa globalité et de créer une relation de confiance. La durée moyenne des interventions est de 3 mois, ce qui signifie 10 à 30 séances selon la complexité de la situation. La méthodologie de l'AMEO est très structurée. L'éducateur analyse tout d'abord avec les parents la raison de l'intervention. A travers la discussion et des activités, il s'agit de rétablir le dialogue et de faire comprendre également à l'enfant qu'il est partie prenante du conflit : le but est d'apprendre à regarder l'autre d'une manière nouvelle afin de reconstruire les liens familiaux.

Il s'agit également de déchiffrer les pro-

blèmes. Alors qu'au début l'éducateur croit déceler un problème éducatif, il se peut qu'il découvre ensuite un problème d'ordre psychologique (par exemple une relation empreinte de violence). Les points difficiles peuvent s'avérer aussi beaucoup plus concrets : un éducateur devra par exemple apprendre à un parent à gérer un budget pour éviter de se retrouver aux poursuites.

Lorsqu'une situation s'améliore, les éducateurs de l'AEMO continuent à suivre l'évolution de la famille pendant six mois au moins.

Un besoin évident

Dans son évaluation accompagnante, Jean-Luc Lambert se concentre principalement sur l'analyse des outils dont disposent les éducateurs pour effectuer leur travail de soutien. Dans son premier rapport rendu en juillet 2004, il a notamment passé en revue les fiches qui servent aux interviews, afin de les rendre plus efficaces et systématiques. En février 2005, le Prof. Lambert rendra son deuxième rapport et ses conclusions finales. Si des cas de réussite sont déjà à signaler, il faut également mentionner les familles qui peinent à faire évoluer des constellations difficiles. Une fois le dossier rendu, ce sera au tour des politiques de prendre une décision après les deux années probatoires du projet. Ils devront dire si l'Etat soutient effectivement la structure de l'AEMO. Pour le Prof. Jean-Luc Lambert, il apparaît d'ores et déjà évident que cette offre correspond à un véritable besoin, comme semble le prouver la liste d'attente déjà longue des familles en difficulté.

Grenzen setzen

Als letzte Massnahme bei Erziehungsproblemen werden Kinder in einem Heim platziert, ein Schritt, nach dem es nur selten ein Zurück gibt. In einem zwei Jahre dauernden Pilotprojekt werden in Freiburg Eltern in Schwierigkeiten durch Fachpersonen unterstützt mit dem Ziel, die Krise ohne massive Eingriffe zu bewältigen. Professor Jean-Luc Lambert von der Universität Freiburg begleitet das Projekt. Sein erster Zwischenbericht zeigt unter anderem, wie schwer vielen Eltern das Neinsagen fällt. Lamberts Abschlussbericht bildet im nächsten Jahr eine Grundlage für den Entscheid, ob das Projekt weitergeführt wird.

Klare Stellungnahmen zu Staats- und Universitätspolitik

Non à la centralisation des Hautes Ecoles, mise en garde contre une «mentalité de casino néo-libérale dans le paysage universitaire», appel à davantage de réflexion et de discussion en politique – la Directrice de l'instruction publique Isabelle Chassot, le Recteur Urs Altermatt et le Président de la Confédération Joseph Deiss se sont exprimés sans équivoque le 15 novembre 2004 lors du Dies Academicus de l'Université de Fribourg.

«Man kultiviert den Sturm im Wasserglas und übersieht dabei die echten Probleme.» Mit diesen Worten umschrieb Bundespräsident Joseph Deiss die aktuelle Lage in der Schweizer Politik. Auf Fragen nach der Zukunft erhielten die Bürgerinnen und Bürger nicht Antworten, sondern «nur neue Häppchen, die nach Fastfood schmecken». Angesichts der Herausforderungen, vor denen die Schweiz und die Welt heute stehe, sei unsere Fixiertheit auf Details «kleingeistig und eine Alibiübung», sagte der Bundespräsident. Es brauche ein vertieftes Nachdenken, und dabei spielten auch die Vertreter der universitären Welt eine wichtige Rolle. «Helfen Sie uns, spornen Sie uns an bei diesem Reflexionsprozess», wandte sich

Joseph Deiss direkt an die Anwesenden.

La Directrice de l'instruction publique fribourgeoise Isabelle Chassot a pour sa part prôné l'harmonisation dans le paysage universitaire suisse et s'est clairement distancée des appels à la centralisation. De son avis, celle-ci n'apporte en effet d'amélioration ni en ce qui concerne l'aspect financier, ni dans le domaine de l'égalité des chances. Les Hautes Ecoles doivent contribuer à la concurrence et au bien-être de la population, un but qui ne s'avère pas réalisable si l'on encourage uniquement les grands centres comme Zurich. Isabelle Chassot s'est dite convaincue qu'«il faut encore stimuler la croissance régionale et former des personnes

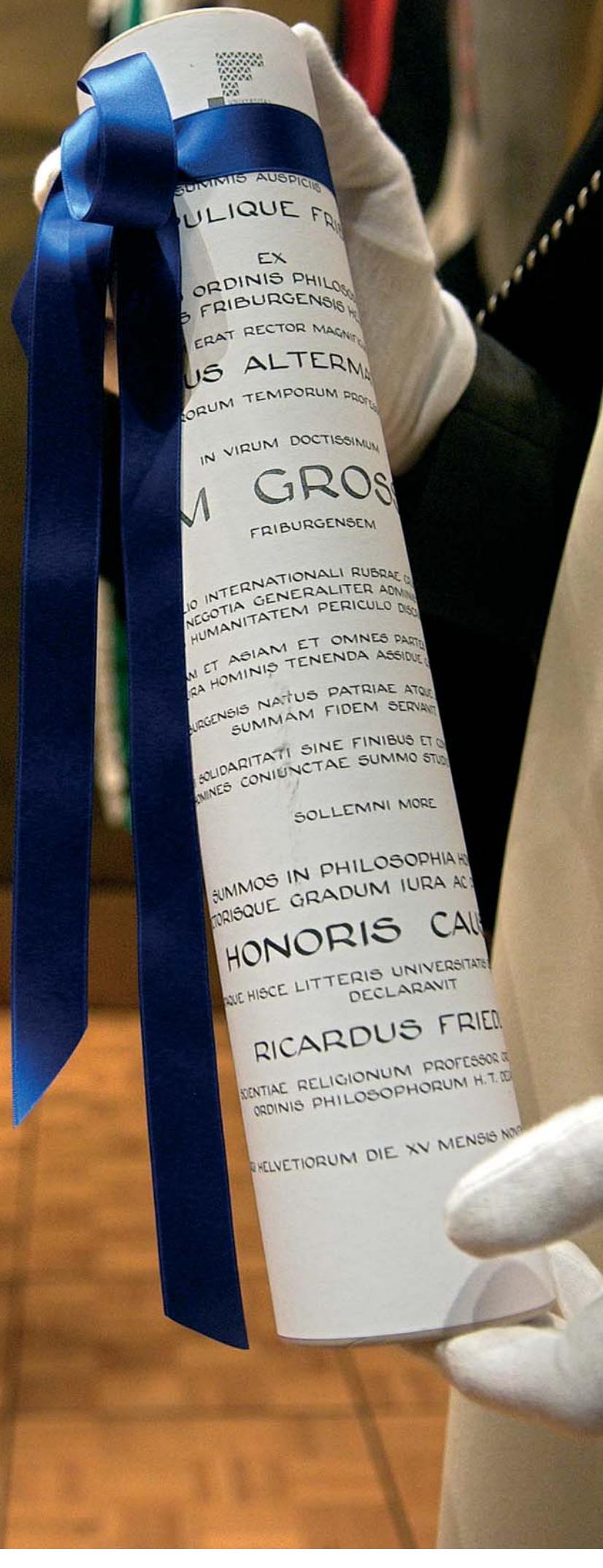
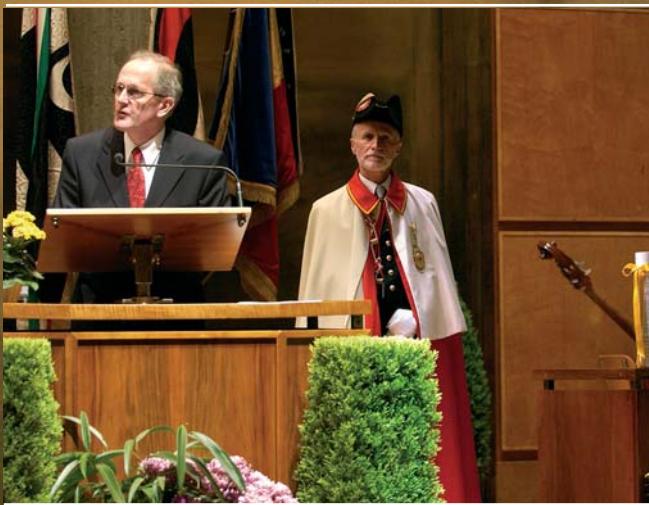
pour nos PME qui constituent l'essentiel du tissu économique de la Suisse».

Rektor Urs Altermatt betonte in seiner Rede die sozialen und staatspolitischen Aufgaben der Universität. Er warnte vor einer «neoliberalen Casino-Mentalité» in der schweizerischen Universitätslandschaft, die enorme Auswirkungen für den Zusammenhalt des föderalen und multikulturellen Bundesstaates Schweiz hätte. Bildung sei ein öffentliches Gut, die Universitäten dürften nicht in erster Linie als Dienerinnen der Wirtschaft betrachtet werden: «Wenn die Universität nicht mehr die grössten Zusammenhänge vermittelt und nur noch am Rande die kritische Reflexion fördert, läuft sie Gefahr, ihre öffentliche Stellung zu verlieren und zum Spielball privater Interessen zu werden.»

Dans son discours solennel, le vice-recteur Erwin Murer a examiné de près la crise actuelle de l'assurance invalidité. Durant ces dix dernières années, les dépenses de l'AI pour les rentes versées sont passées de 3,3 à 6,4 milliards de francs. Cette augmentation est due, selon Erwin Murer, à «une demande exagérée de l'application du droit et de la médecine». La solution doit être envisagée à travers un «véritable travail pluridisciplinaire entre le droit et la médecine» et un remaniement des mesures préventives. La réincorporation ne doit pas être considérée comme le devoir des autorités exécutives, mais au contraire comme l'obligation des assurés.



© Charly Rappo



Ehrendoktortitel**Dave Brubeck**

Compositeur, Dave Brubeck a été récompensé pour avoir rassemblé durant 40 ans un corpus d'œuvres orchestrales religieuses d'une grande subtilité intellectuelle, à travers lesquelles il exprime la foi avec une telle profondeur d'émotions qu'il peut aujourd'hui être considéré comme un théologien. En exprimant musicalement le thème de la vocation chrétienne à aimer son ennemi, Dave Brubeck est remonté aux racines chrétiennes à la fois du jazz et de la musique classique.

Klaus Leisinger

Der Professor für Entwicklungssoziologie an der Universität Basel erhielt das Ehrendoktorat für seine Bemühungen um einen öffentlichen Dialog über sozialethische Fragen, seinen Einsatz für Frieden und den Einbezug der katholischen Soziallehre in sein Denken und Handeln. Seit 1990 ist Klaus Leisinger Geschäftsführer sowie Delegierter des Stiftungsrates der Novartis-Stiftung für Nachhaltige Entwicklung und seit 2002 deren Präsident.

Hans Wiprächtiger

Juge fédéral depuis 1990, Hans Wiprächtiger a été récompensé pour ses travaux en droit pénal. Depuis plus de 30 ans, ce Lucernois contribue aussi bien au niveau cantonal que fédéral à donner à la justice une dimension scientifique et humaine. À travers ses importantes publications, il a également influencé la dogmatique. Hans Wiprächtiger s'est par ailleurs beaucoup impliqué dans la formation, en particulier à l'Université de Fribourg.

Paul Grossrieder

Paul Grossrieder wurde das Ehrendoktorat verliehen für seine grenzenlose Solidarität. Seine Tätigkeit als Delegierter des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz (IKRK) und später als Generaldirektor (1998-2002) führte ihn in risikoreiche politische Regionen. Der gebürtige Freiburger setzte sich in Europa, Afrika und Asien unablässig für die Einhaltung der Menschenrechte ein.

Richard Shavelson

Professeur en sciences de l'éducation, Richard Shavelson a reçu le doctorat honoris causa pour l'excellence de ses recherches dans le domaine de la formation des enseignants et du teaching. Ancien doyen de la Faculté des sciences de l'éducation à l'Université de Californie (Santa Barbara) et de la Faculté d'éducation à l'Université de Stanford, il a élaboré une méthodologie de recherche dans les questions d'éducation, ainsi que des éléments théoriques dans la recherche scolaire.

René L. Frey

René L. Frey, Professor für Nationalökonomie und Leiter der Abteilung Wirtschaftspolitik des Wirtschaftswissenschaftlichen Zentrums WWZ der Universität Basel, wurde mit dem Ehrendoktor für seine finanzwissenschaftliche und wirtschaftspolitische Forschung gewürdigt. Von 1996 bis 1998 war er Mitglied des Rektorats der Universität Basel, von 1998 bis 2000 Präsident der Konföderation der Universitäten des Oberrheins.



Les docteurs honoris causa du Dies Academicus 2004 : (de gauche à droite) Klaus Leisinger, Dave Brubeck, Hans Wiprächtiger, René L. Frey, Paul Grossrieder, Richard Shavelson, Nicholas J. Turro, Jacques Weber.

Nicholas J. Turro

Professeur de chimie à l'Université de Columbia (New York), Nicholas Turro a reçu un doctorat honoris causa pour ses travaux de pionnier traitant de l'influence du spin nucléaire sur les réactions photochimiques. Il est l'un des pères fondateurs de la photochimie organique moderne. Son ouvrage sur la photochimie moléculaire moderne est incontestablement le livre de référence en matière de photochimie.

Jacques Weber

Der Chemieprofessor und Dekan der Naturwissenschaftlichen Fakultät der Universität Genf wurde mit dem Ehrendoktorat für seinen wichtigen Beitrag in einem interdisziplinären Forschungsgebiet, der «Computational Chemistry», geehrt. Seit 30 Jahren forscht Jacques Weber an dieser Schnittstelle zwischen Chemie und Physik.

Sénateur honoraire

Le Sénat a octroyé le titre de sénateur honoraire à **Urs Reinhardt** pour ses activités en tant que président du Conseil de l'Université de 1991 à 2003. Durant cette période, il a attaché une grande importance au développement et au rayonnement de l'Alma Mater. Ses liens avec l'Université passent également par l'Institut de pédagogie curative dont il assume depuis de nombreuses années la présidence du curatorium.

Ehrenmitglied

Gerhard Schuwey, Directeur des Bundesamtes für Bildung und Wissenschaft, wurde für seine Aktivitäten im Eidg. Departements des Innern gewürdigt. Während den letzten 37 Jahren engagierte er sich massgeblich für die Schweizer Universitäten. Seine exzellenten Kenntnisse über die Situation der Universitäten und der Forschung führten zu einem Klima des Vertrauens zwischen Bundesamt für Bildung und Wissenschaft, Kantonen und Institutionen.

Prix du Sport universitaire

Le Rectorat a décerné le «Prix du Sport universitaire du Rectorat» à **Philippe Gay**, ancien étudiant en géologie auprès de la Faculté des sciences. Il pratique l'alpinisme, l'escalade, la randonnée à ski, le snowboard et le canyoning. Il collabore également à l'organisation de cours, de camps et du programme «Sport & montagne».

Neue Dekanin

Am 19. Oktober hat der Fakultätsrat der Theologischen Fakultät **Barbara Hallensleben**, ordentliche Professorin am Departement für Glaubens- und Religionswissenschaft und Philosophie, zur neuen Dekanin gewählt. Die schwere Erkrankung und der überraschende Hinschied von Prof. Roger Berthouzoz, dem designierten Dekan, hatten dazu geführt, dass der bisherige Amtsinhaber Adrian Schenker seine Funktion einige Monate länger ausübte.

Preis am Heilpädagogischen Institut

Anlässlich der Didacta 2004 in Basel erhielten die Autoren von «Lesestufen» mit dem Bilderbuch «Dani hat Geburtstag» den Worlddidac Award. Prof. Dr. **Albin Niedermann** und Dr. **Martin Sassenroth** vom Heilpädagogischen Institut der Universität Freiburg entwickelten «Lesestufen» in Zusammenarbeit mit Studierenden der Abteilungen Sprachheilpädagogik/Logopädie und Schulische Heilpädagogik, herausgegeben wurde es im Klett-Verlag (2002). Der Worlddidac Award ist die bekannteste internationale Auszeichnung im Bildungsbereich.

Nomination

Le Conseil d'Etat a promu **Susan Emmenegger**, professeure associée, au rang de professeure ordinaire de droit privé en langue allemande auprès de la Faculté de droit. Originaire de Lucerne, Susan Emmenegger a obtenu en 1992 une licence bilingue à l'Université de Fribourg, puis le titre de Master of Law à la Cornell Law School (Ithaca, New York). Elle réussit son brevet d'avocate en 1994 à New York. En janvier 1999, l'Université de Fribourg lui décerne le titre de docteure en droit pour sa dissertation intitulée «Feministische Kritik des Vertragsrechts», une dissertation récompensée par de nombreux prix. Dans la même année, Susan Emmenegger passe son brevet d'avocate dans le canton de Zurich, avant d'être engagée en 2002 par l'Université de Fribourg en qualité de professeure associée.

Happy Birthday

Rund 400 Personen haben sich am 22. Oktober in der Aula der Universität Freiburg eingefunden, um den 65. Geburtstag von Prof. **Peter Gauch** zu feiern. Die Festschrift, an der 70 Autorinnen und Autoren aus dem In- und Ausland mitgewirkt haben, trägt in Anlehnung an Jostein Gaardners Buch den Titel „Gauchs Welt“. Peter Gauch, der vor über 30 Jahren als Ordinarius an der Universität Freiburg ernannt wurde, hat sich vor allem als Fachmann in Baurechtsfragen und Initiant der Schweizerischen Baurechtstagung einen Namen gemacht. Er erhielt im letzten Jahr den Ehrendoktortitel der Universität Luzern.

publicité 1/1 page
La Poste

26. Oktober

Universitätsgemeinden unter einem Dach

Die katholischen und evangelischen Seelsorgestellen haben ihre neuen Räumlichkeiten an der Rue Techtermann 8A eingeweiht. Die drei Universitätsgemeinden (EUG, KUG, ACF) sind nach über zehn Jahren wieder unter einem gemeinsamen Dach. Bereits im Jahr 1931 waren Angehörige des Dominikanerordens mit der Seelsorge der Studierenden betraut, das erste Statut der Universitätsseelsorge als feste Institution der Hochschule stammt aus dem Jahre 1959. 1982 wurde schliesslich die evangelische Hochschulgemeinde ins Leben gerufen. Das neue Haus der christlichen Studentengemeinden solle eine Stätte der Begegnung mit einem klaren Profil werden, sagte Rektor Urs Altermatt in seiner Eröffnungsrede. In der Universität Freiburg, wo sich verschiedene Religionen und Kulturen begegneten, werde der interreligiöse Dialog immer wichtiger.

12 novembre

L'avenir sera bilingue

A l'occasion de son 10ème jubilé, l'Espace Mittelland a organisé conjointement avec l'Université de Fribourg, un forum sur «les perspectives d'avenir d'une région bilingue dans les domaines de la formation et de l'économie». Réunis à l'Aula Magna, une centaine de représentants du monde politique et économique ont prêté une oreille attentive aux propos des conférenciers qui ont souligné l'importance des connaissances linguistiques dans la carrière professionnelle. Dans ce cadre, l'Université de Fribourg a une fois de plus démontré le rôle primordial de son offre bilingue – en particulier en ce qui concerne le programme «Bilingue Plus». En moyenne, l'Alma Mater compte un étudiant sur cinq qui suit des cours dans les deux langues. Autre constat durant le forum : BeNeFri continue à bien fonctionner. 69% des étudiants immatriculés à Berne fréquentent des cours à Fribourg et Neuchâtel, tandis que 72% des étudiants immatriculés à Fribourg se rendent également à Berne. Lors de la discussion finale

du forum, des étudiants se sont posé la question de savoir si les exigences toujours plus élevées de l'économie ne deviennent pas tout simplement irréalistes.

11. November

Ein Institut im Wandel

Das 1979 gegründete Institut für Kirchenrecht und Staatskirchenrecht feierte am 11. Nov. sein 25-jähriges Bestehen. Das älteste Institut an der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Freiburg fördert die Forschung auf dem Gebiet des Kirchenrechts und des Religionsrechts und analysiert das Verhältnis zwischen Staat und Religionsgemeinschaften aus juristischer Perspektive. Auch die Ausbildung im Kirchen- und Religionsrechts, die in der Juristischen Fakultät zum Master mit Zusatz «Religionsrecht» führt, gehört zu den Aufgaben des Instituts. Das Institut reagierte unlängst mit dem neuen Namen «Institut für Religionsrecht» auf die Veränderungen in der religiösen Landschaft in der Schweiz. Mit der Umbenennung wird auch die thematische Öffnung der Institutsaktivitäten sichtbar gemacht.

25 novembre

Des Fribourgeois à l'honneur dans «Nature»

La revue scientifique «Nature» présente dans son dernier numéro les résultats des recherches de physiciens de l'Université de Fribourg. Ces nouvelles découvertes permettent de comprendre des maladies comme Alzheimer et sont d'importance décisive pour la nanotechnologie. Elles ouvriront peut-être le chemin pour la médecine vers un ralentissement, voire un obstacle, à la formation d'agrégats de protéines dans les cas de la maladie d'Alzheimer ou de la cataracte. Le Professeur Peter Schurtenberger et son équipe fribourgeoise travaillent dans le cadre d'un réseau international en collaboration avec des universités renommées d'Europe et des Etats-Unis. Dans ce projet cofinancé par l'UE, la responsabilité dans le domaine crucial des protéines a été confiée à l'Université de Fribourg.

23 décembre 2004**«Une solidarité planétaire ?»**

Jusqu'à nos jours, la solidarité a été essentiellement pensée et mise en pratique dans le cadre national, avec l'Etat comme instrument privilégié. La mondialisation des enjeux économiques et politiques et les déséquilibres croissants dans l'appropriation des richesses interrogent ce modèle de solidarité tant dans ses effets que dans ses principes. Marc-Henry Soulet, professeur de sociologie, titulaire de la Chaire de travail social de l'Université de Fribourg, invite le public à se pencher sur la question. Cette conférence ouvre un cycle de discussions intitulé «La solidarité à l'ère de la globalisation».

Conférence: 23 décembre, 17h15, Salle 3117, Av. de l'Europe 20, Fribourg.

17. Februar 2005**Ritalin® und Hyperaktivität**

Ritalin® kommt immer häufiger zum Einsatz, um in Schulklassen für Ruhe zu sorgen und hyperaktive Kinder zu besänftigen. Doch wie ist es um die Risiken dieses Medikaments bestellt? Greift eine Gesellschaft so korrigierend in das Verhalten von Kindern ein? Sind die Kinder krank oder die Gesellschaft? Es diskutieren Patrick Haemmerle, Kinderpsychiater, Armand Eichenberger, Mediziner, Pascale Pillet, Schulkrankenschwester; Sophie Le Garrec, Departement für Sozialarbeit (Uni Freiburg) unter der Moderation von Jean Amman, La Liberté.

17. Februar, 18.00 Uhr, Café-Restaurant Le Central, rue St. Pierre.

Weiterbildung – formation continue – Weiterbildung – formation continue**Aktuelle Angebote Offre actuelle de cours**

Service de la formation continue, Tél. 026 300 73 47; www.unifr.ch/formcont; Inscription online: formcont@unifr.ch

«Problem- und Verhaltensanalyse I + II»

Prof. Dr. Meinrad Perez, Institut für Familienforschung und -beratung Universität Freiburg; 14. Januar 2004 + 28. Januar 2005

«Schwierige Gespräche führen: (K)eine Kunst»

Dr. Margaretha Hari-Schüpbach, Departement Erziehungswissenschaften, Universität Freiburg; Modul 1: 24.-25. Januar 2005, Modul 2: 21.-22. Februar 2005

«Créer et gérer une formation avec une plateforme d'e-learning (Centre NTE)»

Dr Gérald Collaud, Dr Jacques Monnard, Dr Hervé Plateaux, Centre NTE (Nouvelles Technologies et Enseignement), Université de Fribourg; 27 janvier 2005

«Gérer une équipe multiculturelle de projet – Pour une meilleure coopération et une meilleure performance»

Prof. Eric Davoine, Département de gestion, Université de Fribourg; 3-4 janvier 2005

«Kinder mit Problemen beim Textverstehen: Grundlagen, Diagnostik und Intervention»

Dr. phil. Erich Hartmann, Lehr- und Forschungsrat, Leiter der Abteilung Logopädie/ Sprachheilpädagogik, Heilpädagogisches Institut, Universität Freiburg; 11.-12. Februar 2005

«Zwänge bei Kindern und Jugendlichen: Ätiologie, Diagnostik und Intervention»

Charlotte Vogt Rothenberg, MA, Zürich; Institut für Familienforschung und -beratung, Universität Freiburg; 11.-12. Februar 2005

«Existenzsicherung für Kinder oder Unterstützung von Elternschaft?»

Dr. Stefan Kutzner, Departement für Sozialarbeit und Sozialpolitik, Universität Freiburg; 14.-15. Februar 2005

«Risiko: Analyse, Kommunikation und Management»

Prof. Dr. Hans Wolfgang Brachinger, Departement Quantitative Wirtschaftsforschung, Universität Freiburg; Prof. Dr. Oswald Huber, Lehrstuhl Allgemeine Psychologie, Universität Freiburg; Prof. Dr. Renate Schubert, Institut für Wirtschaftsforschung, ETH Zürich; 14.-16. Februar 2005

«Prospective Analysis for Policy Makers»

Giuliano Bonoli, Associate Professor at the Department of social work and social policy, University of Fribourg; January 17th 2005

«Die Mutter-Kind-Bindung: Voraussetzungen, Entstehungsbedingungen, Unterstützungsmöglichkeiten»

Prof. Dr. Lieselotte Ahnert, Berlin; Institut für Familienforschung und -beratung Universität Freiburg; 18.-19. Februar 2005

«Concevoir un site web convivial et efficace»

Dr Gérald Collaud, Dr Jacques Monnard, David Touvet, Centre NTE (Nouvelles Technologies et Enseignement), Université de Fribourg; 23 février 2005 (complet) Nouvelle date: 2 mars 2005

«Jeunes et consommations à risque – Penser et repenser la prévention»

Dr Sophie Le Garrec, Prof. Marc-Henry Soulet, Chaire francophone du Département travail social et politiques sociales, Université de Fribourg; 23 février 2005

«Aufbau der therapeutischen Beziehung, Anamnese und Erstgespräch»

Lic. phil. Binia Roth, KJPD, Basel; Institut für Familienforschung und -beratung, Universität Freiburg; 25.-26. Februar 2005

«Religionen vergleichen und verstehen – aber wie? Religionsunterricht im Wandel»

Prof. Dr. Richard Friedli und Dr. Ansgar Jödicke, Lehrstuhl für Religionswissenschaft, Universität Freiburg; 1.-2. März 2005

«Theory-driven evaluation : an antidote to 'black box' program evaluation?»

Prof. Dr. Marc-Henry Soulet, Department of Social Work and Social Policy, University of Fribourg; Dr. Marlène Läubli Loud, Federal Office of Public Health, Member Executive Committee SEVAL. In collaboration with the Swiss Evaluation Society, SEVAL; March 10th - 11th 2005

«Arbeitsbündnis und fallrekonstruktives Vorgehen in der Sozialarbeit: Möglichkeiten der Professionalisierung»

Dr. Stefan Kutzner, Departement für Sozialarbeit und Sozialpolitik, Universität Freiburg; 10.-11. März 2005

«Umgang mit Stress bei Kindern und Jugendlichen»

Prof. Dr. Arnold Lohaus & Dr. Johannes Klein-Hessling, Marburg; Institut für Familienforschung und -beratung, Universität Freiburg; 11.-12. März 2005

«Staatskirchenrecht pastoral»

Prof. Dr. Leo Karrer und lic. theol. Theresia Gehle, Lehrstuhl für Pastoral-Theologie, Universität Freiburg; 17. März 2005

«Assurer la qualité et se profiler»

Prof. Urs Altermatt waltet seit März 2003 als Rektor an der Freiburger Alma Mater. Zeit für eine Zwischenbilanz über Herausforderungen der Zukunft, die schweizerische Hochschulpolitik, Studiengebühren und die Universität Freiburg als Brückebauerin.

Par Christine Carrard

Universitas Friburgensis : Monsieur Altermatt, vous êtes passé du monde professoral à l'univers rectoral. Comment avez-vous vécu cette transition ?

Urs Altermatt : Depuis 1980, je suis professeur à l'Université de Fribourg. Auparavant, j'ai enseigné durant plusieurs années à Berne. J'ai aimé le métier de professeur, mais celui de recteur constitue un défi des plus intéressants. Cette fonction est tout autre que celle de professeur et de chercheur : il faut notamment jouer le rôle de manager, de coach, d'administrateur et de planificateur.

La recherche ne vous manque-t-elle pas ?

Bien sûr que si! Durant plus de trente ans, en qualité d'historien, j'ai fait de la recherche qui a abouti à de nombreuses publications. Depuis que je suis recteur, j'ai certes l'occasion de me pencher sur l'histoire de l'Université de Fribourg, mais il ne s'agit là finalement que d'un substitut. Je continue toutefois d'accompagner mes étudiants, car je dirige encore de nombreux mémoires, ce qui est plutôt rare pour un recteur.

Planen Sie bereits neue Forschungsprojekte für die Zeit nach dem Rektorat?

Nein, meine Rektoratstätigkeit nimmt mich derzeit voll in Anspruch. Aber ich arbeite an einem Buchprojekt, das ich noch vor Antritt meiner jetzigen Funktion in die Wege geleitet habe. Es handelt sich um ein Werk über die Mehrsprachigkeit der Universität Freiburg, das auf ein Nationalfondsprojekt zurückgeht und in



Zusammenarbeit mit Christina Späti entsteht.

Quel est l'événement qui vous a le plus marqué en tant que recteur ?

La visite du président polonais Aleksander Kwasniewski a été un grand honneur pour l'Université de Fribourg. Une expérience que j'ai vécue plus dououreusement, c'est la dissolution des Editions Universitaires. Heureusement, j'ai également eu droit à des événements réjouissants, comme les nominations de Joseph Deiss à la présidence de la Confédération, de Georges Cottier en qualité de Cardinal et de Nicolas Michel au poste de Secrétaire général adjoint de

l'ONU. Le fait qui marque le plus durablement l'Université, c'est bien sûr la poursuite de la mise en place de la réforme de Bologne, qui depuis le semestre d'hiver 2004/2005 s'applique à toutes les facultés de notre Alma Mater. Pour terminer sur un signe positivement symbolique, je citerais l'interdiction de la fumée au sein de l'Université!

Die Zahl der Studierenden ist in Freiburg in den letzten Jahren in die Höhe geschnellt. Wie hat sich dieser Anstieg ausgewirkt?

Im Vergleich mit anderen Schweizer Universitäten ist der Anteil ausserkantonaler Studierender in Freiburg sehr

hoch. Im letzten Jahr ist die Zahl der Studierenden auf rund 10'000 Personen gestiegen. Die Stadt Freiburg mit ihren 35'000 Einwohnern ist heute eine veritable Studentenstadt. Die menschliche Dimension, die die Universität und die Stadt Freiburg kennzeichnet, zieht viele Studierende an. Die Geschichte der letzten 30 Jahre ist eine Erfolgsgeschichte. Wenn die Zahl der Studierenden schneller als die der Professoren steigt, werden natürlich die Betreuungsverhältnisse suboptimal. Die oberste Prämisse für die Zukunft lautet: Die Qualität unserer Leistungen muss aufrechterhalten werden. Dazu sind mehr finanzielle Mittel notwendig. Auch der Kanton ist in dieser Situation gefordert.

Le programme «Bilingue Plus» de la Faculté de droit constitue le dernier exemple en date d'une action de sponsoring prometteuse. Comment estimez-vous le potentiel de cette méthode de financement ?

Comme toutes les autres universités, nous nous intéressons au sponsoring. Nous envisageons de créer une fondation dans le but de mettre sur pied un fund-raising. Nous avons d'ailleurs commencé une campagne en ce sens. Ce système devrait gagner en importance, mais on ne peut pas en attendre de grands effets avant quelques années. J'espère beaucoup que les milieux économiques et les personnes privées seront intéressés. Il faut toutefois avoir à l'esprit que Fribourg ne se trouve pas sur la côte dorée ! En Suisse, il n'est pas simple de trouver de l'argent pour les sciences humaines et sociales.

Muss aufgrund dieser Rahmenbedingungen mit einer Erhöhung der Studiengebühren gerechnet werden?

Die Erhöhung der Studiengebühren liegt in der Kompetenz des Staatsrates. Derzeit liegen die Freiburger Ansätze im schweizerischen Durchschnitt. Ich bin der Meinung, dass es auch eine Aufgabe der Universitäten ist, die soziale Mobilität zu ermöglichen. Die Chancengleichheit ist ein Kennzeichen der schweizerischen Bildungspolitik. Die

Erhöhung der Studiengebühren darf indessen nicht tabuisiert werden. Wenn es zu einem Anstieg kommen sollte, müssten idealerweise alle Universitäten gleichzeitig reagieren. Wünschenswert wäre eine schweizweite Harmonisierung der Studiengebühren, wobei gleichzeitig die Stipendien erhöht und harmonisiert werden sollten.

Mis à part l'aspect financier, quels sont les autres défis que doit relever l'Université durant les mois et années à venir ?

De manière générale, l'Université est contrainte de se profiler – et ceci pas seulement pour des raisons d'économie. Comme suite logique de la planification qu'implique la réforme de Bologne, elle devra définir ses points forts et les concrétiser. Ce processus – qui constitue un véritable changement de paradigme – devra être renforcé.

A titre d'exemple, je peux vous citer la Faculté des lettres qui a défini comme point fort la multiculturalité. Actuellement, il s'agit pour elle de définir clairement comment elle compte mettre en place cette stratégie.

Le nouveau système de Bologne se base sur des cycles d'études et non plus sur des branches. Il conduit à davantage d'interdisciplinarité et d'échanges interuniversitaires, ce qui permet aux petites branches de s'impliquer davantage dans la structure générale.

Vous parlez d'échanges interuniversitaires... Les Facultés de droit des Universités de Neuchâtel et de Lucerne ont débuté une nouvelle collaboration, les Universités de Lausanne, Genève et Neuchâtel forment le triangle Azur pour mieux travailler ensemble au niveau de leur Faculté de théologie. Est-ce que ces changements mettent en danger BeNeFri ?

Non, BeNeFri constitue un pôle intermédiaire entre l'Arc lémanique et la région zurichoise. Berne, Neuchâtel et Fribourg sont situés au centre de l'Espace Mittelland, lequel doit affirmer son profil. A ce titre, la collaboration BeNeFri est importante. Le but d'une

telle coopération est de mettre en place des cycles d'études communs.

Je crois qu'à travers la réforme de Bologne BeNeFri va faire un grand pas. Au niveau du master, les trois universités doivent renforcer leur collaboration.

Sie sind selbst ein Experte, was Osteuropa angelangt. Die Universität Freiburg verfügt ebenfalls über sehr enge Verbindungen mit dieser Region. Gedenken Sie, die Zusammenarbeit mit osteuropäischen Universitäten noch zu verstärken?

Freiburg pflegt enge Kontakte mit Polen, Litauen, Russland und anderen Ländern. Es ist in der Tat unsere Absicht, diese Beziehungen weiter auszubauen.

En matière de politique universitaire, le Conseiller fédéral Pascal Couche-pin prône la centralisation. Comment jugez-vous cette idée ?

Je pense qu'une solution centralisée échouera en raison de la structure fédéraliste et de la multiculturalité de la Suisse. A l'exception des écoles polytechniques fédérales, les universités sont cantonales. Si la collaboration entre les cantons et la Confédération doit être améliorée, cette dernière ne doit toutefois selon moi intervenir que subsidiairement.

Der Thinktank «Avenir Suisse» hat in einer Studie eine Hierarchisierung der Universitäten vorgeschlagen, mit zwei, drei Spitzenuniversitäten, einigen europäisch ausgerichteten Universitäten und Hochschulen mit regionalem Charakter. Was halten Sie von diesem Dreistufenmodell?

Das schweizerische Hochschulsystem zeichnet sich gerade dadurch aus, dass es keine staatlich gesteuerte Universitäts-Pyramide wie etwa in Frankreich oder Ungarn kennt. Die von «Avenir Suisse» vorgeschlagene und sich am Hochschulsystem Kaliforniens orientierende dreistufige Architektur mit ganz wenigen global operierenden Eliteuniversitäten, mit respektablen, aber doch eben zweitklassigen Hochschulen euro-

päischen Zuschnitts und drittens nationalen Universitäten für den internen Hausgebrauch wird der Geschichte und dem Aufbau der Schweizer Universitäten nicht gerecht.

Als zweisprachige Universität spielt die Universität Freiburg auch eine politische Rolle, indem sie zwischen der Deutsch- und Westschweiz eine Brückenfunktion einnimmt und damit eine staatspolitische Integrationsleistung erbringt.

Wo könnte Freiburg seine Stärken noch gezielter nutzen?

Freiburg weist traditionell eine internationale Dimension auf. 35% der Professoren und 15% aller Studierenden stam-

men aus dem Ausland. Dieses internationale Umfeld gilt es noch stärker zu nutzen. Denkbar wäre es etwa, ein «European Studies»-Programm einzuführen. Ob diese Idee umgesetzt werden kann, hängt auch vom Faktor Geld ab.

Sie haben kürzlich davor gewarnt, dass Freiburg zur reinen «Teaching University» werden könnte. Welches sind Ihre Rezepte, um auch in Zukunft eine qualitativ hochwertigen Forschung zu garantieren?

Um eine «Research University» zu bleiben, ist eine Konzentration auf Schwerpunkte und Kompetenzen notwendig. Dabei drängt es sich auf, gewisse Bereiche neu zu gruppieren und deren

Profil stärker herauszuheben.

Quels sont les grands défis du Rectorat pour les deux ans à venir ?

Premièrement, je dirais qu'il faut préserver à tout prix l'idée d'«Université», ceci même si nous ne pourrons pas éviter les restructurations et la définition claire et concrète des points forts. Deuxièmement, il faut mettre en avant et renforcer la recherche. Et finalement, il faut garder une vision humaniste.



Le Rectorat de gauche à droite: MM. Guido Vergauwen, Michel Monbaron, Urs Altermann, Rudolf Grünig et Erwin Murer.

L'informatique à l'Uni : une longue histoire mouvementée

Si aujourd'hui personne ne remet en cause l'importance cruciale de l'informatique dans tous les domaines, son statut de discipline universitaire a été acquis au prix de nombreuses luttes. Petit retour en arrière.

Par Jürg Kohlas

D'une certaine manière, l'histoire de l'informatique à l'Université de Fribourg commence avant même l'existence de la discipline elle-même. En 1958, bravant les doutes et les résistances diverses, les Proff. Ernst P. Billetter et Franz Meier fondent l'Institut pour l'automation et la recherche opérationnelle (IAUTOM), premier du genre en Europe. L'industrie ne considère alors pas Fribourg comme un lieu optimal où mener des recherches en automation – l'ancêtre de l'informatique. Quant à la Faculté de droit et des sciences économiques et sociales, elle se demande s'il s'agit là vraiment d'une discipline universitaire. Du côté des

autorités cantonales, on accepte néanmoins la création de l'Institut, mais sans proposer de financement. La Société de Promotion de l'Institut est finalement fondée le 2 avril 1959. Dirigée par Nestlé, elle est rejoints par des grandes banques ainsi que des entreprises pharmaceutiques. L'Institut est intégré au Département des sciences économiques et sociales, qui au début ne soutient que très peu le Prof. Billetter. En 1961, l'Institut obtient son propre ordinateur, dont les performances seraient aujourd'hui dépassées par la moindre calculatrice de poche. Trois ans plus tard, l'administration cantonale se dote de son pro-

pre centre de calcul qu'elle installe à Miséricorde, où se situe actuellement le Service informatique de l'Université. Cette dernière bénéficie alors de ce matériel : ce n'est qu'en 1973 qu'elle acquiert son propre équipement. Le personnel restreint limite cependant ses activités, ce qui n'empêche pas l'Institut de se faire connaître grâce à des enquêtes sur l'utilisation des ordinateurs. Il dispose par ailleurs déjà de sa propre série de publications, dont un «bulletin d'automation».

Premiers cours : informatique de gestion

A partir du début des années 70, l'utilisation des ordinateurs se généralise, tant dans les entreprises que dans les universités. On prend alors conscience de la nécessité d'offrir une filière de formation aux étudiants. En conséquence, le Département des sciences économiques et sociales crée une chaire d'automation et de recherche opérationnelle, qui dispense des cours aux étudiants en économie, avant de se concentrer sur l'informatique de gestion. Il n'existe pas à l'époque de véritables spécialistes de cette dernière discipline. En 1979, on nomme donc à la tête de cette chaire Richard Kühn, professeur en économie.

Le Prof. Billetter n'approuve cependant pas ce développement et préfère quitter l'Institut pour se consacrer uniquement à sa première chaire, les statistiques. Malgré cela, l'Institut poursuit sa croissance, sous l'impulsion du Prof. Kühn. La Confédération le charge alors de la planification de l'alimentation en cas de crise. Aujourd'hui encore, cette mis-



Das erste Rechenzentrum des Kantons wurde 1964 in Miséricorde eingerichtet, dort wo sich heute der Service Informatique der Universität befindet.

sion relève du Département d'informatique. Elle a permis la conception du langage de modélisation LPL, qui figure aujourd'hui parmi les deux ou trois systèmes les plus utilisés mondialement. A la suite de la catastrophe de Tchernobyl, on développe également un système de gestion de crise visant la maîtrise d'une contamination.

L'informatique rejoint les sciences

Au début des années 80, la politique scientifique reconnaît le retard pris par la Suisse dans le domaine des technologies de l'information. Ce qui débouche sur une prise de conscience du Rectorat, et la création d'une Commission informatique. Cette dernière recommande l'extension de l'informatique à la formation de base et aux branches secondaires de toutes les facultés. On encourage même la promotion de cours d'informatique pratiques pour utilisateurs. En revanche, le développement de la recherche en informatique est retardé. La proposition d'introduire des cours d'informatique dans tous les cursus reste par ailleurs sans écho.

Une chaire informatique est finalement accordée à la Faculté des sciences, ce qui débouche sur les premiers enseignements dispensés aux étudiants. En outre, l'infrastructure subit un développement considérable. En 1982, l'Université acquiert 25 ordinateurs, valant 25'000 francs chacun. La Commission informatique propose alors de créer une branche principale en informatique avec quatre chaires interfacultaires, au sein des Facultés

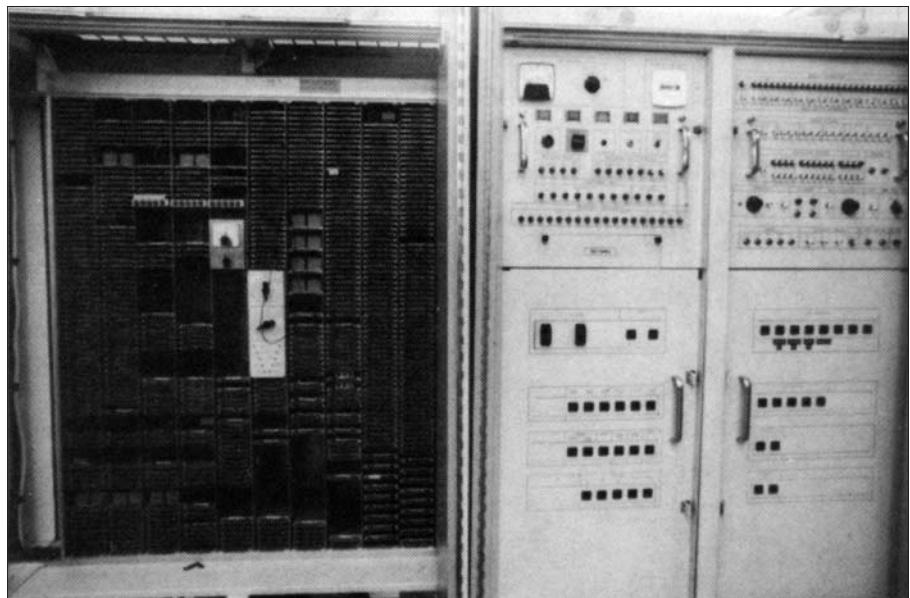
des SES et des sciences, ainsi qu'un service informatique. La voie est enfin ouverte pour un vrai développement de la discipline.

Le boom des années 90

Dès 1992, le développement de la recherche en informatique est quasi-méthodiquement explosif. Il est accompagné d'une forte augmentation du personnel enseignant. Aujourd'hui, environ quarante collaborateurs soutiennent les professeurs dans la recherche et l'enseignement, couvrant des domaines tels que l'informatique théorique des systèmes et des télécommunications, le génie logiciel, les systèmes d'aide à la décisi-

sion et de planification, et ce au sein de réseaux de recherches nationaux et internationaux. Une partie considérable de cette activité est financée par des sources externes. Par ailleurs, un nombre important de jeunes chercheurs réussit à se lancer dans une carrière académique. Plusieurs de nos anciens collaborateurs sont devenus enseignants dans des Hautes écoles, de nombreux autres occupent des postes à responsabilité dans l'économie et l'administration.

Grâce au système de Bologne, les étudiants en économie ont aujourd'hui la possibilité de préparer un bachelor et un master en informatique de gestion.



Teil einer Speichereinheit des 1964 in Miséricorde in Betrieb genommenen Univac III Rechners, der von Kanton und Universität benutzt wurde.

Les étudiants en informatique de la Faculté des sciences peuvent suivre également des cours d'informatique de gestion, et vice-versa.

Projets d'avenir

L'une des priorités actuelles du Département interfacultaire d'informatique est l'informatique pour les sciences humaines et sociales, ainsi que le traitement de documents, le livre électronique, les systèmes d'enseignement assisté par ordinateur, les interfaces homme-machine et les méthodes

de raisonnement automatique.

Afin d'améliorer l'offre en matière de master, une nouvelle convention BeNeFri est en cours d'élaboration, qui doit aboutir à moyen terme à la création d'une «BeNeFri Graduate School for Computer Science», qui constituera une alternative universitaire aux EPF de Lausanne et Zurich. Une autre convention est en cours de préparation avec la Haute école spécialisée de Fribourg, afin de favoriser la mobilité des étudiants entre les deux institutions.

Les technologies de l'information et de la communication sont des technologies clés de notre société. Mais l'informatique doit encore lutter afin d'être reconnue en tant que discipline intellectuelle à part entière.

Jürg Kohlas est professeur ordinaire au Département d'informatique.

Die vollständige Version dieses Textes kann auf Deutsch und Französisch bestellt werden bei: renate.nussbaumer@unifr.ch.

MOLINO
PIZZERIA
RISTORANTE

Herzlich willkommen!

Ob hausgemachte Pizza und Pasta oder leckere Fleisch- und Fischgerichte, bei uns können Sie 7 Tage in der Woche feine italienische Spezialitäten geniessen. Und brauchen dabei Ihren Geldbeutel nicht zu strapazieren.

Gegen Vorweisung Ihres Studenten- oder Schüler-Ausweises essen Sie und Ihre Begleitung erst noch 15 Prozent günstiger!

Wir freuen uns auf Sie!

Ristorante Pizzeria MOLINO
Rue de Lausanne 93, 1700 Fribourg
Telefon 026 / 322 30 65

7 Tage in der Woche,
365 Tage im Jahr offen:
Montag bis Samstag
von 07.00 bis 24.00 Uhr
Sonntag
von 08.00 bis 24.00 Uhr
Durchgehend
warme Küche

Uni-Merchandising: les indispensables...

Les produits suivants sont en vente au guichet du Service d'admission et d'inscription :

Stylo à bille	2.80 frs
Bloc-notes	2.80 frs
Post-it	1 frs
T-shirt (4 modèles, tailles S, M, L, XL)	
Blanc	17.90 frs
Bleu marine	17.90 frs
Bleu clair	17.90 frs
Casquette (bleu ou noir)	14.90 frs

Ces mêmes produits peuvent être achetés en gros auprès de l'Economat de l'Université. Le portail de vente par internet, respectivement le paiement online par carte de crédit, reste pour l'instant musique d'avenir.

Pour des actions publicitaires précises à l'adresse d'étudiants potentiels, des stylos à bille et des post-it peuvent être obtenus gratuitement auprès de l'Economat. Les demandes à cette fin seront adressées au Directeur académique.

Les internautes peuvent découvrir les différents produits sous www.unifr.ch/admission/merchandise.

Heures d'ouverture du guichet du Service d'admission et d'inscription:

lundi	13.30 - 16.30	jeudi	08.30 - 11.30
mardi	08.30 - 11.30	vendredi	13.30 - 16.30
mercredi	10.00 - 14.00		

Stolze Preise mit schlechten Erträgen

Die Schweiz ist eine Hochpreisinsel. Gesundheitsausgaben, Mieten und Konsumprodukte kosten mehr als in der EU. Das Institut für Finanzwissenschaft der Universität Freiburg hat in einem Preisvergleich bei Detailhändlern aus Deutschland und der Schweiz ein starkes Gefälle aufgezeigt.

Von Markus Züger

«Geiz ist geil!» Der deutsche Werbeslogan zeigt eine neue Einkaufsmentalität: Je billiger, desto besser. Es lebe die Zeit der Discountpreise. Zahlreiche Konsumbedürfnisse wollen befriedigt sein. Da gilt es, im Grossen und vor allem im Kleinen zu sparen. Und die Schweiz hat ihren stolzen Preis: Verglichen mit dem EU-Einkaufsparadies Deutschland kosten Konsumgüter des täglichen Gebrauchs zu viel.

Am Seminar für Finanzwissenschaft der Universität Freiburg untersuchten der Finanzwissenschaftler Professor Reiner Eichenberger und die Ökonomin Ingrid Vock Preisunterschiede bei 270 Gütern der billigsten Detailhändler in der Schweiz und in Deutschland. In einer ersten Erhebung Ende 2003 verglichen sie Warenkörbe mit 170 Produkten, die in der Schweiz bei Migros und Carrefour und in Deutschland bei Aldi gekauft wurden. Die Preisunterschiede sind horrend: Durchschnittlich kosteten die Lebensmittel, Getränke, Tierfutter, Haushalts- und Toilettenartikel in der Schweiz das Zweieinhalfache des deutschen Preises. Und auch wer als Schnäppchenjäger bei den beiden Detailhändlern Migros und Carrefour mit grossem Suchaufwand jeweils die günstigsten Aktionen aufspürt, zahlt dafür immer noch gut das Doppelte der Aldi-Preise.

Da die verglichenen No-Name-Produkte bezüglich Herstellung und Qualität unterschiedlich sind, ist ein Preisvergleich nur bedingt möglich. In einer zweiten Untersuchung verglichen



© Tanja Aepli



Eichenberger und Vock deshalb die Preise von Markenprodukten, die in beiden Ländern nahezu identisch sind. Der Einkaufswagen wurde dazu bei Migros, Carrefour und Denner und in Deutschland bei den Detailhandelsketten Lidl und Penny (Aldi führt keine Markenprodukte) gefüllt. Und auch hier zeigt sich, dass Haribos Goldbärchen in der Schweiz vergolddeter sind: Durchschnittlich liegen die Preise für Markenprodukte 84 Prozent höher als in Deutschland. Werden die jeweils billigsten Anbieter aus beiden Ländern verglichen, so beträgt die Preisdifferenz im Schnitt noch 72 Prozent.

Fehlender Preiswettbewerb

Untersucht wurde auch der Güterkorb eines durchschnittlichen Schweizer Haushalts, in dem die Waren – je nachdem ob sie häufiger oder seltener gekauft werden – unterschiedlich gewichtet wurden. Auch hier zeigt sich: In der Schweiz kostet ein solcher

Güterkorb 91 Prozent mehr als in Deutschland. Dass die Konsumenten aus diesem Grund im grenznahen Ausland einkaufen gehen, versteht Reiner Eichenberger. Zusammen mit Ingrid Vock hat er ausgerechnet, dass eine vierköpfige Familie wegen des Preisgefälles jährlich etwa 5000 Franken sparen kann, wenn sie wöchentlich für den erlaubten Betrag von 300 Franken zollfrei in Deutschland einkaufen geht.

Die hohen Preise sind gemäss Eichenberger auf eine protektionistische Marktstruktur zurückzuführen. Im Schweizer Detailhandel herrschten Preisbindungen, geheime Absprachen und Schutzmechanismen wie Zölle und Verbote von Parallelimporten. Es fehle damit der notwendige Wettbewerb, um auf Grosshandelsstufe das Preisniveau zu drücken. «In der Schweiz haben wir gerade deshalb einen starken Wettbewerb um den einzelnen Konsumenten, der sich in aufwändig ausgestalteten Geschäften und

Werbeaktionen zeigt», sagt Eichenberger. Überhöhte Verkaufspreise führten zwar zu stattlichen Margen, doch werden mit diesen Erträgen teure Marketing- und Dienstleistungsmassnahmen finanziert. Und da diese Strategie in der Schweiz von allen Marktteilnehmern verfolgt wird und der Markt klein ist, zeigen solche «Werbewettläufe» wenig Wirkung. «Grösser werden dabei nur die Kosten, nicht aber die Erträge der Detailhändler», sagt Eichenberger. Die überhöhten Preise bringen also nicht nur beim Konsumenten das Geld zum Verschwinden, sondern werfen auch bei Migros, Coop, Denner und Co. keine grossen Gewinne ab.

Link: <http://www.unifr.ch/finwiss/>



Zukunftsenergie Wasserstoff?

Was bislang selbstverständlich war, gerät ins Wanken: Die fossilen Energien hasten dem Ende entgegen. Die Welt ruft nach Alternativen, die Forscher nach mehr Zeit. In Freiburg wird getüftelt, kreiert und produziert.

Von Tanja Aebli

Ein schauerliches Bild: Sturmfluten, Schnee und Eis verwüsten die nördliche Halbkugel. Menschen versuchen zu fliehen und erliegen alsdann doch der ungeheuerlichen Laune der Natur, die sie bis zum bitteren Ende strapazierte haben. Die Erwärmung der Erdatmosphäre lässt sich cineastisch als science-fiction-Darstellung auf Hollywoods Schauplätzen bestens inszenieren. Tun die einen das Katastrophen-Spektakel im Film «The Day after Tomorrow» lediglich als Geschäft mit der Weltuntergangsangst ab, sehen sich andere in ihren apokalyptischen Prognosen bestätigt. Klar ist: Ein Kurswechsel tut Not, was die Nutzung der Ressourcen auf unserem Planeten anbelangt. «Wir sind die Generation, welche die Endlichkeit der fossilen Energieträger erleben wird und neue Energieträger einführen muss», bringt es Physikprofessor Andreas Züttel, Leiter des Instituts für erneuerbare Energien an der Universität Freiburg, auf den Punkt.

Energetische Zukunft sichern

Trotz Massnahmen zur rationellen Energienutzung ist der weltweite Energieverbrauch nicht zu bremsen; allein in der Schweiz stieg er im letzten Jahr erneut um 2,3 Prozent. Und was auch nicht gerade beruhigt: Während sich die Menschheit in den Industrieländern im 20. Jahrhundert versechsachte, multiplizierte sich der Energiekonsum um den Faktor 80. Die USA ist mit einem Energiebedarf von 10 kW/Person einsame Spitze, Europa bringt es auf 5 kW/Person und rund zwei Milliarden Menschen haben der-



Wasserstoff statt Dieselöl

Just vor einem Jahr ist auf der Kleinen Scheidegg das erste Wasserstoff-Pistenfahrzeug präsentiert worden. Kernstück des Prototyps ist der von der Universität Freiburg entwickelte Metallhydrid-Speicher. Die Metallhydride können den Wasserstoff bei niedrigem und stabilem Druck mit sehr hoher Dichte speichern, womit Druckflaschen überflüssig werden. Der Wasserstoff wird tausendmal verdichtet, wenn er sich in den Zwischengitterplätzen der Metallatome einlagert. Als Brennstoff treibt er einen umgebauten modifizierten Benzinmotor an. Das Fahrzeug stößt als Abgas einzig Wasserdampf aus, der bei tiefen Temperaturen als Schnee auf die Piste fällt. Ziel der Initianten ist es, sukzessive alle Pistenfahrzeuge in der Schweiz auf Wasserstoff-Betrieb umzubauen und damit den stark umweltbelastenden Dieseltreibstoff zu ersetzen.

zeit gar keinen Zugang zu fossiler Energie, werden aber dereinst auch auf Zugang pochen. Hält diese Gangart an, so dürfte ein Ende der fossilen Energieträger, also Kohle, Erdöl und Erdgas, sehr bald in greifbare Nähe

rücken. Von Spekulationen, wann genau die aus dem Boden geholte Energie, auf der die ganze Industrialisierung beruht, sich zu Ende neigt, hält Prof. Andreas Züttel indes wenig: «Die Nachfrage nach Energie in unserer



Der flinke Sam

Ein Metallhydridspeicher aus der Freiburger Alma mater beseelt auch SAM, ein auf den Nahverkehr ausgerichtetes Elektrofahrzeug. Entwickelt haben das dreirädrige Fahrzeug die Fachhochschulen Bern und Biel. Es ist mit einer Brennstoffzelle ausgerüstet, welche mit dem Wasserstoff aus dem Hydridspeicher versorgt wird und erreicht eine Höchstgeschwindigkeit von 85 Kilometern pro Stunde.

Gesellschaft steigt rasend schnell. Ein Problem haben wir bereits dann, wenn der Energiebedarf die Fördermenge übersteigt, nicht erst wenn die Ressourcen völlig ausgeschöpft sind.»

Die Forschung, die in der Gruppe für Festkörperphysik betrieben wird, könnte damit aktueller nicht sein: Verteilkämpfe um knapp gewordene Ressourcen werden politisch-wirtschaftliche Errungenschaften ins Wanken bringen.

Gelingt es der Forschung, rechtzeitig Alternativen für die angestammten Energieträger aufzuspüren und anwendbar zu machen, besteht Hoffnung, dass sich der Streit um Ressourcen nicht in militärischen Konflikten entlädt. Alternativen bieten will auch das Team von Andreas Züttel, das sich in den letzten Jahren auf die effiziente und sichere Speicherung von Wasserstoff spezialisiert hat.

Abfallprodukt Wasser

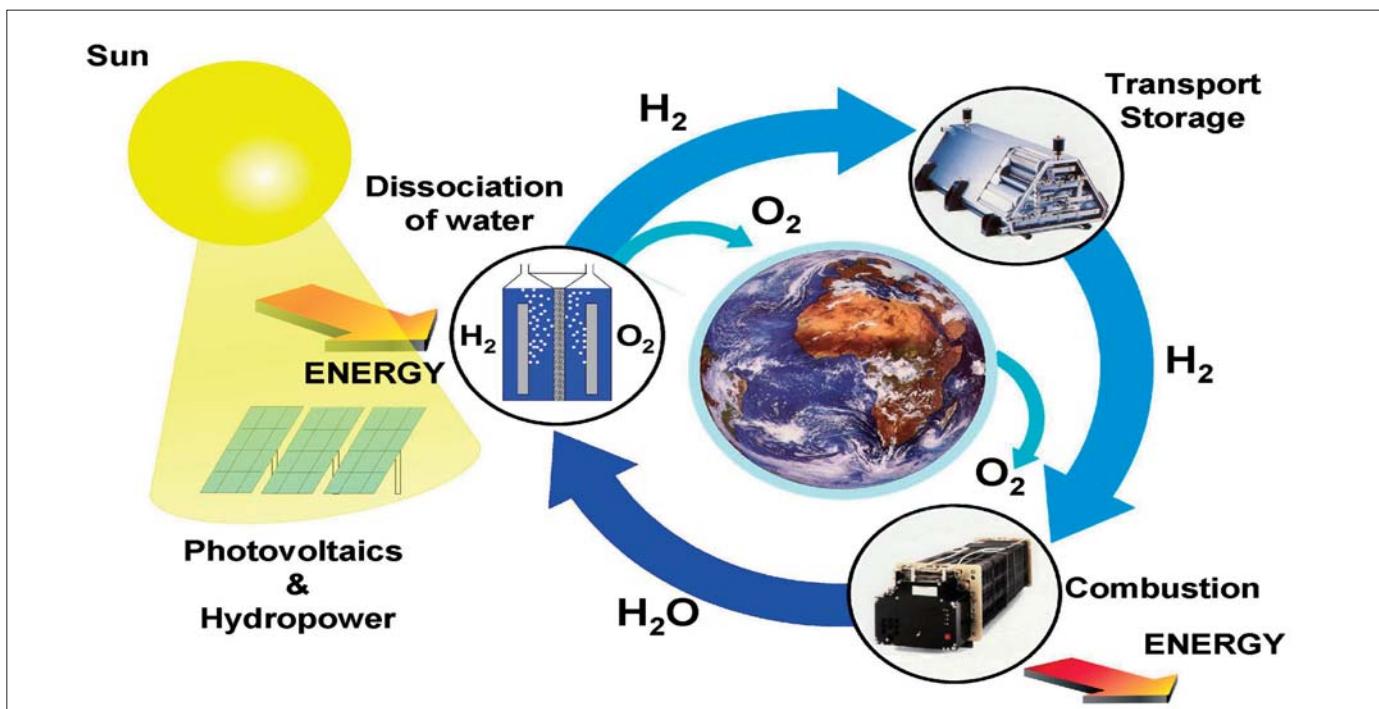
Sind die Erdöl-, Erdgas- und Kohlereserven der Erde dereinst aufgebraucht, könnte sich Wasserstoff als einer der wichtigsten Energieträger erweisen. Der Vorteil: Wasserstoff (H_2) als Treibstoff für Fahrzeuge und als Stromspeicher ist extrem sauber. Anders als bei der Verbrennung fossiler Energieträger belastet er die Atmosphäre nicht mit Kohlendioxiden. Das geruchlose Gas verbrennt vielmehr zu reinem Wasserdampf. Doch da ist auch ein Haken: Wasserstoff kann nicht einfach aus dem Boden gepumpt, sondern muss produziert werden. Was die Sonne nach über 100 Mio. Jahren bei der fossilen Energie hervorgebracht hat, ist in Echtzeit nur mit menschlichem Zutun zu bewerkstelligen. Um Wasserstoff nutzen zu können, braucht es eine Wasserspaltung – genauer: die Spaltung von Wasser in Sauerstoff – und Wasserstoffmoleküle. Dazu wird Energie aus einer Primärenergiequelle benötigt. Hier liegt der springende Punkt: Der Wasserstoff ist nur ein sinnvoller Ersatz für die fossilen Energieträger, wenn die zur Elektrolyse notwendige Energie aus erneuerbarer Energie stammt; der Einsatz von fossilen Energiequellen wäre purer Unsinn. Doch diese aus Biomasse, Solarzellen, Wind- oder Wasserkraftwerken bezogene Energie macht derzeit lediglich rund 2% des globalen Energiebedarfs aus. Auf Kritik stösst auch die kostspielige Produktion: «Wasserstoff ist etwa drei Mal so teuer wie Benzin oder Öl», bemerkt Andreas Züttel. Trotz allen Schwierigkeiten: Auf Alternativen zu fossilen Brennstoffen ruhen immense Hoffnungen, was auch die Millioneninvestitionen in den USA und der EU zur Erforschung der Wasserstofftechnologie verdeutlichen. Doch zu Beginn des 21. Jahrhunderts ist eine auf Wasserstoff basierende Energieversorgung noch ein kühner Traum, nur schon quantitativ. Um den globalen Bedarf an Energie zu decken, müssten pro Jahr $3 \cdot 10^{12}$ kg Wasserstoff produziert werden, das ist 100 Mal mehr als dass derzeit produziert wird.

Ungelöste Probleme

Dass der Wasserstoff als Energieträger noch weit vom Masseneinsatz entfernt ist,



Die Gruppe für Festkörperphysik bei der Auslieferung eines Metallhydridspeichers.



Wasser wird mit Hilfe von Sonnenenergie in Wasserstoff und Sauerstoff gespalten. Der Sauerstoff entweicht in die Atmosphäre und der Wasserstoff wird gespeichert und transportiert. Beim Verbraucher wird der Wasserstoff mit dem Sauerstoff aus der Luft in einer Brennstoffzelle, einer Gasturbine oder einem Verbrennungsmotor zu Wasser verbrannt und die gespeicherte Energie wird in Form von Arbeit und Wärme wieder frei. Das Wasser wird schliesslich durch die Atmosphäre an den Anfang des Kreislaufs transportiert, womit der Kreis geschlossen ist.

hat nicht nur wirtschaftlich-politische, sondern auch technische Gründe. Schwierig sind insbesondere Transport und Speicherung: Wasserstoff ist bei Raumtemperatur ein Gas mit entsprechend kleiner Speicherdichte. Um diese Dichte zu erhöhen, gibt es laut Prof. Andreas Züttel drei Möglichkeiten, von denen zwei problematisch sind, die dritte jedoch aufhorchen lässt.

Zur ersten Kategorie gehört die Kompression des Wasserstoffs. Interessante Speicherdichten werden erst bei sehr hohem Druck von bis zu 800 bar erreicht, wodurch die Druckspeicher relativ gefährlich werden. Wenig effizient ist auch das Verfahren, H₂ mittels Kühlung zu verflüssigen. Damit der verdampfende Wasserstoff entweichen kann, muss der Tank geöffnet bleiben, womit ein ständiger Verlust verbunden ist. Flüssiger Wasserstoff, der bei minus 253°C in Tanks gespeichert wird, kommt heute nur punktuell zur Anwendung, etwa in der Raumfahrt, wo in kurzer Zeit der ganze Wasserstoff aufgebraucht wird.

Viel versprechender für den Masseneinsatz ist die Methode, mit der die Freiburger Physiker experimentieren: Sie lassen den Wasserstoff mit einem Metall

reagieren und können ihn so fest in Metallhydriden speichern. Das Spektakuläre daran: Der Wasserstoff wird rund doppelt so dicht wie im flüssigen Zustand, was für die Speicherung natürlich ein äusserst wichtigstes Kriterium ist. Die Forscher sind derzeit dem auf der Spur, was Andreas Züttel einen «perfekten Speicher» nennt, der sich wie ein Schwamm voll saugt, sich aber auch wieder mit wenig Aufwand auswinden lässt. Oder in physikalischen Bildern gesprochen: Bei der Reaktion mit geeigneten Metallen wird der Wasserstoff in den Zwischengitterplätzen eingelagert, die den Wasserstoff aufnehmen und bei Erwärmung wieder rauschleudern. Überdruck entsteht nicht, punkto Sicherheit erhält dieses Vorgehen Bestnoten. Für die Anwendung interessieren vor allem leichte Metalle wie etwa Lithium oder Magnesium, welche mit Bor, Aluminium und Wasserstoff eine Gruppe von komplexen Hydriden bilden. Eine viel versprechende Fährte scheint das Lithiumborhydrid zu sein. «Unser Kind», nennt Züttel lachend den Komplex, der die Freiburger Forscher derzeit auf Trab hält.

Sauberer Pistenbully

Züttels Equipe bewegt sich täglich an der Schnittstelle zwischen Grundlagenforschung und angewandter Forschung. Während die Laborarbeit eher im Verborgenen stattfindet, ist Produkte wie dem Wasserstoff-Pistenfahrzeug, zu dem die Universität Freiburg das Kernstück geliefert hat, Publizität garantiert (s. Kasten). Obwohl noch ein hartes Stück Forschungs- und Entwicklungsarbeit ansteht, um dem Wasserstoff zum Durchbruch zu verhelfen, gibt sich Andreas Züttel zuversichtlich. Der Schritt zu erneuerbaren Energien könnte auch ein Schritt hin zu mehr Lebensqualität werden, von schadstoffbelasteter hin zu sauberer Luft.

Link: <http://www.ifres.ch>

Am 26. November ist Prof. Dr. Andreas Züttel zum Präsidenten des Schweizerischen Wasserstoff-Vereins «Hydropole» (www.hydropole.ch) gewählt worden.

«Toutes les facultés n'ont pas besoin d'être représentées partout»

Diplômée en sciences économiques de l'Alma Mater, Martine Brunschwig Graf est aujourd'hui conseillère nationale et conseillère d'Etat libérale, en charge des Départements genevois des finances et des affaires militaires. Au cours de sa carrière, elle s'est largement impliquée dans le domaine de la formation et de la recherche. Elle est notamment membre de la Commission fédérale de la science, de l'éducation et de la culture.

Par Linda Bourget

Universitas Friburgensis : Quels souvenirs gardez-vous de votre passage à l'Université de Fribourg ?

Martine Brunschwig Graf : Je me souviens de Fribourg comme d'une université à taille humaine, avec une forte présence internationale et intercantonale. Beaucoup de gens que je croise aujourd'hui – au niveau des politiciens par exemple – ont fait leurs études à Fribourg. J'ai le souvenir d'une université conviviale, mais une chose m'avait frappée : les Romands et les Alémaniques se parlaient très peu. J'ai d'ailleurs beaucoup ri par la suite, lorsqu'un collègue m'a raconté qu'à l'époque il lui semblait que les filles romandes ne posaient pas le regard sur les garçons alémaniques, alors qu'eux nous regardaient !

Actuellement, quels sont les liens que vous entretenez avec l'Alma Mater ?

Je reste en lien avec l'Université de Fribourg à travers l'Association des Amis, par sympathie. Il m'arrive aussi de m'y rendre à l'occasion de conférences. Par ailleurs, en tant que membre de la Conférence des Universités Suisses, je suis attentivement son évolution.

Vous vous êtes largement investie au niveau de la formation, tant sur le plan genevois que sur le plan suisse. A votre avis, quels sont les atouts et les faiblesses du système helvétique dans le domaine de la formation supérieure ?

Je crois que la diversité constitue la grande force du système universitaire suisse. Son principal défaut par contre réside dans sa difficulté à mettre en place de vraies collaborations interinstitutionnelles. Le monde universitaire se fige dans la défense des territoires. Or un réel effort s'avère nécessaire de ce côté-là, car le développement de nos atouts passe par leur mise en commun.

Cette concurrence ne permet-elle pas de stimuler la performance ?

Au niveau national, il faut miser sur la collaboration. La concurrence existe de toute façon à l'échelle internationale. Il faut admettre qu'on ne peut pas être bon dans tous les domaines. Je ne dis pas qu'une université doit être réduite à une seule faculté, mais on ne peut pas non plus toutes les garder dans chaque institution. Contrairement à la tendance actuelle, nous devons raisonner en termes de projets plutôt qu'en termes de structures.

En particulier si les taxes d'études continuent à grimper...

Oui. Il est impensable d'envisager une augmentation des taxes sans une amélioration du système de bourses. Je pense qu'il faudrait le fédéraliser. Les réformes de Bologne rendent sa rénovation impérative. Mais en Suisse nous sommes encore à l'âge de pierre à ce niveau-là ! J'ajouterais par ailleurs qu'il reste beaucoup d'efforts à faire au niveau de l'enseignement à distance, essentiellement via le «Campus Virtuel

Martine Brunschwig Graf: Bildungs- und Finanzpolitikerin

Martine Brunschwig Graf, ehemalige Studentin der Wirtschafts- und Sozialwissenschaften in Freiburg, wirkt heute als Genfer Finanzdirektorin und Nationalrätin. Die gebürtige Freiburgerin hat im Laufe ihrer politischen und beruflichen Karriere insbesondere dem Bildungs- und Forschungsbereich grosses Gewicht beigemessen. Auch auf nationalem Niveau ist die liberale Genfer Regierungsrätin auf diesen Gebieten aktiv, so etwa als Mitglied der Eidg. Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur. Martine Brunschwig Graf ist überdies Mitglied der Schweizerischen Universitätskonferenz wie auch des Hochschulvereins der Universität Freiburg. Im Interview mit «Universitas Friburgensis» ruft sie die Universitäten dazu auf, ihre Bemühungen nicht auf die Verteidigung ihrer Territorien zu beschränken. Wichtiger sei die Zusammenarbeit zwischen den Institutionen, zumal das internationale Umfeld bereits durch Konkurrenz geprägt sei. Die Genferin spricht sich überdies dafür aus, dass jede Universität ihre eigenen Akzente setzt und in einigen wenigen Bereichen ihre Ressourcen bündelt.

Suisse» (CVS). Les nouvelles technologies offrent beaucoup de possibilités aux étudiants. Il n'est plus nécessaire de donner tous les cours dans d'immenses auditoires. Attention, je ne suis pas pour «l'université à la maison», mais je pense que l'enseignement à distance, pour certains éléments, permet une meilleure gestion du temps et des ressources et qu'il doit compléter l'enseignement ex-cathedra traditionnel.

Au niveau de la compétitivité, pensez-vous que la Suisse compte trop de petites universités pour se faire une réputation à l'échelle internationale et que, par conséquent, la fusion de certaines facultés est recommandable ?

Toutes les facultés n'ont pas besoin d'être représentées partout. Par exemple, je ne pense pas qu'il serait indiqué que Fribourg développe une faculté de médecine complète. Mais je ne crois pas non plus que la gestion centralisée soit la panacée. Il faut au contraire que chaque université développe un certain nombre de points forts et fédère les ressources autour de ceux-ci. Par ailleurs, professeurs et étudiants doivent faire preuve de davantage de mobilité et de souplesse. Faire 60 km pour aller suivre un cours dans une autre université – si on ne doit pas le faire tous les jours – n'est pas un effort insurmontable.

A l'instar du réseau BeNeFri ?

Oui, tout à fait. On voit d'ailleurs avec cet exemple que les petites universités se sont montrées très actives dans le domaine de la collaboration.

Qu'est-ce que le système universitaire suisse risque de gagner et de perdre avec l'introduction de Bologne ?

Bologne est une chance, car ce nouveau système permet d'augmenter les possibilités de mobilité et de recon-

naissance des diplômes, aux niveaux national et international. Mais l'université ne doit pas devenir un supermarché du savoir, avec une accumulation incohérente des crédits. Son rôle est de construire des esprits, la question est donc de savoir de quoi a besoin l'élève à ce niveau.

Les universités doivent-elles profiter de cette mutation pour mieux adapter leurs cursus aux besoins du marché du travail, notamment en incluant une dimension pratique plus importante ?

Les connaissances théoriques sont la base du savoir façonné par l'université. Celle-ci n'est pas une école professionnelle. La différence est la même qu'entre les ingénieurs issus des EPF et ceux qui sortent des HES. Leurs formations mettent l'accent sur des compétences de nature différente, et l'employeur qui les recrute ne cherche pas les mêmes qualités chez l'un ou chez l'autre. Cette différence est essentielle et je crois que ces deux types de formation ne devraient jamais fusionner.

Les changements dans le domaine de la formation – sous la pression des coupes budgétaires – ne sont pas sans effets secondaires. En tant que responsable des finances genevoises, mais aussi en qualité d'ancienne Présidente de l'instruction publique, quel message adresseriez-vous à ceux qui voient leurs conditions de travail ou d'étude se dégrader ?

Avant tout, soulignons que tous les partis politiques mettent largement l'accent sur la formation et la recherche, malgré les conditions difficiles : il ne faut pas oublier qu'en Suisse la matière grise est la seule ressource dont nous disposons ! Ensuite, je crois que la question ne se résume pas au souci financier, mais qu'il faut miser sur la rationalisation de l'enseignement. Le monde de la formation doit être capa-



Martine Brunschwig Graf

ble de rendre des comptes au citoyen. Il faut traquer le gaspillage ! L'université par exemple n'est pas un lieu de séjour mais une étape laborieuse. Nous devons exiger la qualité, tant au niveau des étudiants que du corps professoral. L'enseignement a des obligations de résultats, et nous développons des indicateurs afin de pouvoir les observer, les évaluer et les améliorer.

Gleichstellungsaspekte der Bologna-Reform

Die Bologna-Reform stellt die seit langem grösste Baustelle des schweizerischen tertiären Bildungssystems dar. Noch ist nicht abzusehen, welche Konsequenzen für die Gleichstellung zu erwarten sind. Umso dringlicher ist es, rechtzeitig die Gefahrenzonen zu erkennen.

Von Helen Füger

Sowohl das Universitätsförderungsgesetz des Bundes wie auch die Zusammenarbeitsvereinbarung zwischen Bund und Kantonen und die Bologna-Richtlinien führen die Förderung der Chancengleichheit explizit als Ziel auf. Die Präambel zu den Bologna-Richtlinien der Schweizerischen Universitätskonferenz (SUK) hält in diesem Zusammenhang fest, «dass im Rahmen dieses Reformprozesses die Qualität der Studienangebote besser abgesichert, die Mobilität der Studierenden in allen Phasen des Studiums erweitert, die Interdisziplinarität der Studiengänge ausgebaut und die Chancengleichheit durch die Ermöglichung von Teilzeitstudien sowie ausreichende Ausbildungsbefähigungen gewahrt werden soll». Allein, diese Massnahmen reichen möglicherweise nicht aus, die Chancengleichheit im neuen Studiensystem zu gewähren und zu fördern. Problematisch erscheint im Besonderen die Übergangs- und daher immer auch Selektionsstufe zwischen Bachelor und Master. Es wird befürchtet, dass Frauen die Universität häufiger als männliche Studierende «nur» mit einem Bachelor verlassen. Der überproportionale Weggang von Frauen, den man heute beim Übertritt vom Lizentiats- ins Doktoratsstudium beobachtet, würde also schon eine Stufe vorher einsetzen.

Spezialisierte Master als Stolperstein?

Weiter stellt sich die Frage, ob die horizontale Segregation von Frauen und Männern in den verschiedenen

Studienbereichen verstärkt wird. Je nach Spezialisierungsgrad der Bachelor- und Masterstudiengänge ist es möglich, dass die Geschlechtersegregation zwischen den Studienbereichen bereits auf der Bachelorstufe, vor allem aber auf der Masterstufe zunimmt. Andererseits bietet die Forderung nach vermehrter Interdisziplinarität der Studiengänge auch die Möglichkeit, Studiengänge zu entwickeln, die diesem Trend entgegenwirken könnten.

Auch das «Gespenst» des Elitemasters, eingeführt unter dem Begriff der «spezialisierten Master-Studiengänge» kann für die Gleichstellung zu einem Stolperstein werden. Das Prädikat der «Elite» wird immer noch vorwiegend mit «Männlichkeit» assoziiert. Ist es möglich, dass spezialisierte Master überdurchschnittlich häufig in männlich dominierten Fachbereichen gegründet werden, und männliche Studierende darüber hinaus überproportional stark darin vertreten sein werden?

Studien haben gezeigt, dass Frauen auf der Ebene des Doktorates mobiler sind als ihre männlichen Kollegen und häufiger an einer anderen Universität doktorieren als sie studiert haben. Gilt dies auch für die Mobilität im Rahmen oder zwischen Bachelor- und Masterstudium? Skepsis scheint angebracht. Insbesondere Studierende mit Betreuungspflichten und solche, die auf eine berufliche Erwerbstätigkeit angewiesen sind, werden einem verstärkten Druck zur Mobilität schwerlich nachkommen können. Auch gilt es hier auf mögliche, nach Fachbereich und Geschlecht

unterschiedliche «Mobilitätsmuster» zu achten: nicht alle Formen von Mobilität führen zu einem persönlichen oder didaktischen Mehrwert und zu Vorteilen auf dem Arbeitsmarkt. Ein wichtiger Aspekt der Gleichstellungsförderung – das Doktorat – wird in der Schweiz noch explizit aus der Bologna-Reform ausgeklammert. Wie verschiedentlich darauf hingewiesen wurde, bedeutet dies jedoch nicht, dass die Bologna-Reform keine Auswirkungen auf den wissenschaftlichen Nachwuchs und das Doktoratsstudium hat.

Klar ist: Die Sicherung und Förderung der Chancengleichheit muss zu einem integrierten Bestandteil des Umsetzungs- und Qualitätssicherungsprozesses der Bologna-Reform werden. Zu diesem Zweck hat die Bologna-Projektleitung der CRUS kürzlich eine Arbeitsgruppe für Gleichstellungsaspekte der Bologna-Reform gegründet. Aber auch die einzelnen Universitäten sind gefordert, die Umsetzung der Bologna-Reform in prospektiver Weise anzugehen und die Gleichstellung in die Zielsetzung, Umsetzung, Qualitätssicherung und Zukunftsplanung zu integrieren.